Rezensionen / Recensions / Recensioni

Ernst Tremp, Kathrin Utz Tremp (éd.), **Das Nekrologium der Prämonstratenser-Abtei Humilimont (Marsens). Edition und Einleitung**, Münster: Aschendorff Verlag, 2022 (Spicilegium Friburgense. Texte zur Geschichte des kirchlichen Lebens, Vol. 51), 185 pages.

À sa création, entre 1137 et 1141, le couvent prémontré d'Humilimont fut un double monastère. L'abbaye masculine fut supprimée au profit des jésuites en 1588; depuis 1845, une croix commémorative rappelle son implantation géographique. Quant à son correspondant féminin, il fut déplacé vers 1140/1150 sur la terre de Posat, soit à huit kilomètres du site originel sur la commune fribourgeoise de Marsens. Il disparut dans une période s'étalant entre 1179 et 1228. Seul le nécrologe de l'abbaye-mère atteste son existence. Il répertorie, à la date de leur décès, 47 sœurs, dont la prieure Emma (vers 1148–1179?) et quatre converses.

Ernst Tremp et Kathrin Utz Tremp ont signé les travaux les plus récents sur Humilimont. Ils sont les premiers à éditer le *Necrologium monasterii Humilismontis* qui constitue la troisième partie (ff. 83v–113v) d'un manuscrit conservé aux Archives de l'État de Fribourg. Celui-ci est la copie, en juillet 1338, d'un premier texte, aujourd'hui perdu et remontant au début du couvent. Le fait d'avoir été complété jusqu'au terme de l'activité monastique le rend exceptionnel et incontournable pour recomposer l'histoire d'Humilimont.

Sur les 922 dénombrées, environ 900 personnes différentes sont réparties à peu près équitablement sur les douze mois de l'année: 75 % sont des hommes. Des 674 entrées, 67 sont datées, la plupart se situant aux 15e et 16e siècles. 61 % des entrées sur environ 410 peuvent être attribuées avec certitude ou vraisemblance à la main qui les a écrites. Les premiers ajouts remontent à l'année 1356, suivis de 80 autres entre 1365 et 1380. Pour les années postérieures, seules les mains de l'abbé Pierre Olivier (1455–1477) et de trois notaires fribourgeois sont certifiées: Berthetus Souvery de Corbières, 1449 et 1462; Louis de Sergy, 1516, et probablement François Gapany de Corbières, 1553.

Le nécrologe est le miroir de la société qui l'a produit et dans laquelle il a été utilisé. Il reliait quotidiennement par la prière les chanoines à leurs prédécesseurs et à leurs bienfaiteurs décédés. Son examen renseigne l'administration de l'abbaye, les offices de cellérier et de pitancier, la célébration de la messe des morts, la construction des bâtiments et la topographie sacrée, le patrimoine foncier, les pitances qui enrichissaient les repas des chanoines grâce à la fréquence des dons, l'octroi de capitaux ou de rentes régulières issues des intérêts, ces derniers assurant au fil du temps des revenus importants pour la survie de l'abbaye. Dans son état final, le registre des morts d'Humilimont s'apparente à une forme mixte: nécrologe pour la partie ancienne et obituaire pour la partie nouvelle. Selon les entrées, il prend des allures d'un instrument juridique et d'annales.

Le calendrier s'en tient aux fêtes les plus importantes des saints considérés à l'intérieur de l'ordre prémontré et dans le diocèse de Lausanne. Seuls les papes sanctifiés Léon Ier (440–461) et Léon II (682–683) y sont nommés, alors que tous les abbés y figurent, du premier au dernier. Il mentionne les noms de plusieurs prieurs, sous-prieurs, chanoines et convers. Le nécrologe distingue ensuite les chanoines, les sœurs et les convers *ad succurrendum*, enfin les familiers. S'y additionnent certains abbés de l'abbaye-mère du Lac de Joux, d'autres établissements du même ordre, Saint-Martin de Laon, un de plus réputés, certains sis dans la circarie de Bourgogne: Corneux à Gray, Bellelay, Fontaine-André et

Gottstatt. Le nom de Norbert, le fondateur de l'ordre, apparaît sous la date du 6 juin. En intégrant les noms de 147 laïcs, le nécrologe permet de mieux situer l'ensemble des amis de l'abbaye appartenant à la haute et petite noblesse des environs, à l'exemple des comtes de Gruyère, de la famille de Corbières, fondatrice du couvent, et de ses deux branches, les Vuippens et les Everdes. Le réseau comprenait enfin la population rurale et, plus rarement, la population urbaine représentée par la ville de Fribourg.

S'étendant sur quatre siècles et demi, la nature des inscriptions a évolué au fil de l'usage. À l'origine, il s'agissait d'un registre des morts au sens strict du terme, citant les noms des confrères, consœurs, dignitaires et protecteurs défunts, avec pour seule information le jour du décès. Il rappelait à la communauté son devoir de prier et de célébrer la messe pour le salut de leur âme. À partir du 13e siècle, il s'est progressivement transformé jusqu'à son apogée au 14e siècle en un livre d'annales (obituaire/anniversaire), principalement en raison du triomphe du purgatoire et de la résurgence du testament. Les fondations pieuses et les messes étaient pour les laïcs un excellent moyen d'expiation de leurs peines. Dès le 15e siècle, la multiplication des commémorations liturgiques amena par contrecoup des inscriptions individuelles plus détaillées, intégrant leurs revenus, qui servaient à financer leur choix funéraire et l'entretien de leur souvenir et, selon les situations, à assurer la distribution d'aumônes et la pitance. Sans recouper nécessairement le jour de la mort, celui de la cérémonie pouvait être fixé par le fondateur lui-même, par ses proches ou encore par le groupe de fondateurs.

L'édition du nécrologe bénéficie des approches historique, archivistique, codicologique, paléographique, prosopographique, anthroponymique et toponymique. Les nombreux index (personnes, lieux et matières) soulignent la richesse du travail identificatoire, rehaussé par les tableaux présentant les différentes mains qui ont rédigé le nécrologe et le calendrier des fêtes sur lequel celui du nécrologe se base. Plus qu'une édition, les auteurs donnent enfin à l'histoire de l'abbaye de Humilimont le supplément qui lui a trop longtemps manqué et dont elle est désormais indissociable.

Gilbert Coutaz, Lausanne

Kathrin Utz Tremp, **Warum Maria blutige Tränen weinte. Der Jetzerhandel und die Jetzerprozesse in Bern (1507–1509)**, Wiesbaden: Harrassowitz Verlag, 2022 (Monumenta Germaniae Historica Schriften, Bd. 78 I und II), 1057 pages.

Qui mieux que Kathrin Utz Tremp pouvait reprendre de fond en comble l'affaire Jetzer qui la poursuit depuis quarante ans, elle, une experte reconnue de l'histoire religieuse, des institutions bernoises, de l'inquisition et de la sorcellerie du Moyen Âge tardif?

Familière de la consultation des archives et des éditions de sources médiévales, elle livre un ouvrage d'une grande érudition, exemplaire par sa méthodologie: elle a évité de tomber dans le piège de la controverse en écartant de sa démarche l'idée de réhabiliter des personnes injustement condamnées (p. VIII); elle a prévenu toute critique, en mobilisant et en commentant rigoureusement et avec force détails toutes les pièces primaires et secondaires du dossier, dont le *Defensorium* des dominicains de 1508; elle s'est assurée qu'il n'existait pas de manuscrits aux Archives vaticanes et dominicaines à Rome; elle part systématiquement des documents pour mettre à jour la littérature scientifique et non l'inverse; la sophistication du scandale l'a obligée à préciser les définitions des procédures inquisitoriales, de sorcellerie et d'hérésie qui, insuffisamment approfondies, avaient faussé les lectures des trois procès relatifs à l'affaire (p. 62–63); elle a dressé le portrait des 40 témoins, dont 31 pour le seul procès principal, cités à comparaître au nom des querelles

théologiques sur la Conception immaculée de la Vierge Marie, défendue par les franciscains à travers l'ouvrage de leur frère milanais Bernardin de Bustis (vers 1450–1513/15) rédigé en 1492/1493, le *Mariale de excellentiis Reginae coeli.* Les dominicains contestaient cette doctrine.

Le contexte tout autant tendu des relations diplomatiques est restitué avec clarté et précision d'autant plus que les intérêts divergent entre les cantons confédérés, d'une part, et l'Empire, le roi de France, le duc de Savoie et la Papauté, d'autre part, avec chaque camp jouant de son influence et de ses relais sur place durant les années des procès. À titre d'exemple, lors de la révision du procès en 1509, l'évêque de Lausanne Aymon de Montfalcon (1443–1517), chargé de conduire les trois procès, plutôt conciliant et modéré dans ses postures, et Mathieu Schiner (1465–1522), entreprenant, représentaient respectivement les intérêts du roi de France et ceux de la Papauté. Ils siégèrent côte à côte. Enfin, en traquant les moindres indices dans le déroulement de la polémique entachée de vices de forme, de duperie et de mensonges, l'auteure donne à son étude historique des allures de polar avec ses rebondissements et ses volte-face. La praticabilité de ce monument de papier est renforcée par les annexes: chronologie des étapes des procès; auteurs des apparitions/illusions de la Vierge et dates des comparutions des témoins, ainsi que par l'index nominatif.

Ce qu'on a appelé l'affaire Jetzer tire son nom du tailleur Hans Jetzer (vers 1483–1514), de Zurzach. Admis comme frère convers du monastère dominicain de Berne à l'âge de 23 ans, il eut, durant le premier semestre 1507, plusieurs apparitions de la Vierge Marie accompagnée de divers saints. Auparavant, il avait reçu la visite du fantôme de l'ancien prieur révoqué 160 ans plus tôt et mort dans une rixe à Paris. Celui-ci lui aurait confié avoir partagé le purgatoire avec un grand nombre de franciscains punis pour avoir prêché que la Vierge Marie était née sans le péché originel. Autant dire que ceux qui croyaient le contraire étaient sur le «bon» chemin. Jetzer reçut de la Vierge les stigmates et une hostie qui se mit à saigner dans sa main. Une autre fois, la Pietà de l'église dominicaine de Berne pleura des larmes de sang.

Tout cela n'était en fait qu'une machination décidée lors du chapitre de la province dominicaine d'Allemagne supérieure qui s'était tenu à Wimpfen au début mai 1506. Elle devait renforcer la position spirituelle du couvent de l'ordre face aux franciscains et à propos de la question du montant des pensions que la ville de Berne lui accordait. Les fomenteurs tentèrent d'empoisonner Hans Jetzer lorsqu'il découvrit la supercherie. Ils furent dénoncés aux autorités par leur victime. Les quatre responsables du couvent, d'abord défroqués, furent condamnés à mort et brûlés vifs le 31 mai 1509. Quant à Jetzer, il s'échappa de sa prison le 25 juillet 1509 et mourut cinq ans plus tard.

L'affaire, qui pourrait avoir exercé une influence déterminante sur l'introduction de la Réforme à Berne, fut relatée par les chroniqueurs bernois Valerius Anshelm (1475–1547) et lucernois Diebold Schilling (avant 1460–1515?), ce dernier la dotant d'illustrations (reproduites p. 1010–1019). Pour sa part, Rudolf Steck (1842–1924) a édité les trois procès Jetzer (AEB A V 1438) en 1904: celui à Lausanne et Berne (8 octobre 1507–22 février 1508); le procès-principal à Berne (26 juillet–7 septembre 1508) puis la révision du procès à Berne (2–31 mai 1509). Au lieu de les exploiter, les chercheurs s'étaient évertués à désigner le véritable coupable de la conspiration. Depuis 1897, un consensus s'était dessiné autour de la thèse de Nikolaus Paulus (1853–1933): un «meurtre judiciaire de quatre dominicains» imputé à la ville de Berne, désireuse de se défaire de ce partenaire encombrant. Toute la faute fut rejetée sur Hans Jetzer. Malgré l'édition complète des pro-

cès, alors que Paulus ne connaissait l'existence que du premier, l'accusation ne fut pas contestée au XX^e siècle.

La conclusion de Kathrin Utz Tremp est toute autre: «[…] on ne peut pas parler d'un assassinat judiciaire de quatre dominicains commis par Berne» (p. 873). La culpabilité unilatérale de Hans Jetzer ne peut plus être soutenue. Une telle supercherie exigeait des esprits cultivés et confondait par conséquent obligatoirement les dominicains. Le verdict est tombé et il est irréfutable! Il rend le «Utz Tremp» désormais incontournable.

Gilbert Coutaz, Lausanne

Alexandre Dafflon, Lionel Dorthe, François Blanc (Ltg.), David Blanck (Mitarbeit), **La fabrique de mémoire. Histoire des Archives de l'État de Fribourg**, Neuchâtel: Alphil, 2021, 351 Seiten.

Mit dieser (ge-)wichtigen, reich illustrierten und sorgfältig gestalteten Publikation beschert sich das Staatsarchiv Freiburg selbst. Es handelt sich zum einen um eine spezifisch schweizerische Archivgeschichte, die im ersten Teil des Bandes chronologisch nachgezeichnet wird und in der sich – bezogen auf den Standort Freiburg – die historischen Brüche und Verwerfungen, aber auch die Kontinuitäten in der Schweizer Geschichte seit dem späteren Mittelalter mehr oder minder direkt widerspiegeln. Zum anderen geht es auch um eine Personengeschichte, waren es doch die im zweiten Teil porträtierten Männer sowie eine Frau, die das Freiburger Archiv bis in die späten 1960er-Jahre hüteten und erschlossen und so erst zu einer funktionierenden «Datenkapsel» machten, welche die Zeiten überdauert hat. Und zu guter Letzt trägt die Publikation die Züge einer allgemeinen Archivgeschichte, war doch die Freiburger Institution mit Herausforderungen und Problemen konfrontiert, die wohl alle Einrichtungen dieser Art kennen: knappe personelle Ausstattung, zum Teil bauliche Mängel (Kälte, Feuchtigkeit, Feuergefahr) und vor allem chronischer Platzmangel, der in der Bestimmung von Archiven selbst begründet ist. In seinem Fazit, das gleichzeitig auch als Ausblick dient, spricht Lionel Dorthe noch eine weitere, zunehmend dringlichere Herausforderung an, nämlich die Sicherung digitaler Daten.

Im ersten von insgesamt einundzwanzig Kurzkapiteln geht Kathrin Utz Tremp den Ursprüngen der Freiburger Archive nach und verortet diese in der städtischen Kanzlei. Seit dem ausgehenden 14. Jahrhundert liegen Listen vor, auf denen die Kanzler namentlich verzeichnet sind; etwas älter sind die ersten erhaltenen Beispiele städtischen Schrifttums, so das erste Bürgerbuch mit Einträgen ab 1341 oder die erste Freiburger Gesetzessammlung (ab 1363). Einen markanten «Verschriftlichungsschub» macht die Verfasserin dann gegen Ende des 15. Jahrhunderts aus, nach der Aufnahme Freiburgs in die Eidgenossenschaft (1481). Administration, Politik und Schriftlichkeit gehen Hand in Hand und legen den Grundstein für das städtische Archivwesen.

Eine prägende Figur der Freiburger Archiventwicklung im ausgehenden 16. Jahrhundert war der von Leonardo Broillet vorgestellte Kanzler Wilhelm Techtermann. Während der vierzehn Jahre, in denen er für die Kanzlei verantwortlich war, sorgte er für bauliche Anpassungen und bestellte eigens Mobiliar («trucken») für die sachgemässe Aufbewahrung von Urkunden. Weitere Tätigkeitsfelder Techtermanns betrafen unter anderem die Inventarisierung, Einordnung und Duplizierung städtischer Titel und Privilege, deren Wert ihm als Kanzler besonders bewusst war. Zur sichereren Aufbewahrung der kostbaren Dokumente liess er eigens Ledersäcke anfertigen, zum Schutz der Siegel

auch Kapseln aus Holz und aus Messing. Im 17. Jahrhundert scheint dann der von Techtermann initiierte Innovationsschub etwas an Schwung verloren zu haben.

1747 kam es zu einer von Rita Binz-Wohlhauser beschriebenen Reorganisation, in deren Folge zwei Archivaren-Stellen geschaffen wurden, die dem Kanzler und dessen Vertreter, dem Ratsschreiber, unterstellt waren. Grund für diese personelle Aufstockung war die Unzufriedenheit mit dem Zustand des überlieferten städtischen Schrifttums. So sollten die Ratsmanuale durch Repertorien erschlossen und die städtische Korrespondenz in neuen «kästen» geordnet werden. Die Archivare stammten aus der ratsfähigen Bürgerschaft und nutzten ihren Posten als Zwischenstation auf dem Weg zu höheren Weihen.

Die Helvetische Republik brachte der Eidgenossenschaft eine politische und auch archivalische Zäsur, wie Alexandre Dafflon, der amtierende Freiburger Staatsarchivar, in seinem Beitrag ausführt. Die – wie sich herausstellen sollte – kurzlebigen Zentralisierungsbestrebungen in der Helvetik äusserten sich nicht zuletzt auch darin, dass das Direktorium die Aufsicht über die Kantons- und Gemeindearchive übernehmen wollte – ein Vorhaben, das mangels Ressourcen und Zeit letztlich scheiterte. Das «Erbe» dieses unruhigen Abschnitts war der «erbärmliche Zustand» («état pitoyable»), in dem sich das freiburgische Staatsarchiv seit dem Ende des Ancien Régime befand. Die Mediationszeit sah deshalb ein ambitioniertes Inventarisierungsprogramm vor, das sowohl das Kanzlei- als auch (neu) die Kommissariatsarchive umfasste, d.h. die Archive der freiburgischen Grundherrschaften, wobei beide Bestände aus Sparsamkeitsüberlegungen einer einzigen Person übertragen wurden. Das Ergebnis war ernüchternd: «Malgré le discours très volontariste des autorités, les Archives vont bientôt être paralysées à la suite d'une succession d'incidents» (S. 125).

1843 wurden die beiden genannten Bestände formell vereint und dem Generalkommissariat überantwortet, bevor sie fünf Jahre später, nach der Niederlage im Sonderbundskrieg und im Zuge der von der neuen Kantonsregierung eingeleiteten Reorganisationen, (wieder) der Kanzlei übertragen wurden. In den nachfolgenden Jahrzehnten kam es zu weiteren Zusammenlegungen: Im Nachgang zum Gesetz zur Ablösung der Grundlasten («rachat des redevances féodales») im Jahr 1838 gelangten die obsolet gewordenen Pläne und Lehensanerkennungsakten in die Kommissariatsarchive, und 1863 wurden die Notariatsarchive dem zentralen Archiv einverleibt, was jedoch die endemischen Platznöte weiter verschärfte. So waren die Bestände bereits 1799 in drei Archivdepots (darunter die Kanzlei) eingelagert, deren Ordnung höchst unterschiedlich beurteilt wurde. Das 19. Jahrhundert war denn auch durch die Suche nach neuen Räumlichkeiten geprägt. Wir überspringen hier die Zwischenstandorte und erwähnen nur den bislang vorletzten Archivstandort, nämlich das im Auquartier gelegene ehemalige Kloster der Augustinereremiten, wohin die Archive 1918 umzogen. Dieser Standort war indes nicht ideal, Feuergefahr und Feuchtigkeit waren wiederkehrende Sorgen, zu denen anfangs der 1960er-Jahre das wiederkehrende Platzproblem kam. Der jüngste Standort wurde im Sommer 2003/Winter 2004 bezogen, nämlich das in Bahnhofsnähe gelegene Gebäude der «Industrielle», einer ehemaligen Kartonagen-Fabrik – eine Lösung, die aufgrund der beschränkten Platzkapazität keine endgültige sein wird…

Die chronologisch durchlaufende Archivgeschichte wird durch eine zwölfteilige, die Zeit zwischen 1800 und 1968 abdeckende «Porträtgalerie» ergänzt, die elf Archivaren und einer Archivarin zugedacht ist, von denen die meisten, aber nicht alle als Staatsarchivare amteten. Der Hintergrund des ersten berücksichtigten Archivars, Jean-François Uffleger, ist hinsichtlich seiner sozialen Herkunft und seiner auf Verwaltungsbelange ausgerichte-

ten Vorbildung beispielhaft, und dies bis in die Zeit der Restauration. Uffleger entstammte einem ratsfähigen Geschlecht, sein Urgrossvater, Grossvater und Vater waren alle Freiburger Ratsherren. Nach Rechtsstudien in Strassburg trat Jean-François 1789 selbst in den Rat der Zweihundert ein und bekleidete in der Folge verschiedene Verwaltungsämter. Die Sozialisierung im Ancien Régime und eine konservative Grundhaltung hinderten ihn nicht, in der kurzen Zeitspanne der Helvetik öffentliche Verwaltungsämter auszuüben, so ab 1800 dasjenige des Archivars des neu begründeten Kantons Freiburg. Abgesehen von einem Unterbruch zwischen 1802 und 1804, übte er dieses Amt auch in der Mediationszeit (bis 1814) aus. Die Laufbahn seines Nachfolgers Rodolphe de Weck, wiewohl dieser nur ein Jahr lang Archivverantwortlicher (1814–1815) war, ist insofern paradigmatisch, als zu seinem Hintergrund eine Offiziersausbildung gehörte und er 1811 als Ufflegers Adjunkt ins Archiv eintrat – zwei Muster, die sich wiederholen sollten, Letzteres bis in die jüngere Vergangenheit. Mit Jean Jacques Alexandre Stutz tritt 1822 der Sohn eines Wirtes an die Spitze des Archivs, der – ganz «klassisch» – Erfahrungen im Militär (als Offizier) sowie in der Verwaltung gesammelt hatte. Mit ihm verstetigte sich das Amt des Staatsarchivars insofern, als es in der Regel nicht mehr bloss als ein Karriereschritt unter anderen diente, sondern gleichsam eine «Lebensaufgabe», Krönung und Abschluss einer Laufbahn wurde. Weitere markante Gestalten waren Stutzs kurzzeitiger Vorgänger *und* langjähriger Nachfolger Joseph Victor Tobie de Daguet, Joseph Schneuwly, Tobie de Raemy, Georges Corpataux und Jeanne Niquille, die erste Freiburger Archivarin – wenn auch nie Staatsarchivarin – und gleichzeitig die erste promovierte Historikerin im Archivdienst (wobei die weibliche Form in diesem Fall auch die Männer einschliesst).

Was den chronologischen, institutionsbezogenen Teil des vorliegenden Werkes betrifft, so haben wir unser Fazit eingangs bereits vorweggenommen. Mit dem zweiten, auf die Personen im Archiv ausgerichteten Teil wird der Band um eine sozialgeschichtlich-prosopographische Facette ergänzt, die ihn passend abrundet. Das einzige Bedauern betrifft das Fehlen eines (Personen-)Registers.

Georg Modestin, Solothurn

David A. Lines, **The Dynamics of Learning in Early Modern Italy. Arts and Medicine at the University of Bologna**, Cambridge, MA: Harvard University Press, 2023 (coll. I Tatti Studies in Italian Renaissance history), 560 pages.

La monographie que David Lines consacre à l'Université de Bologne durant la première modernité constitue une vaste étude, fruit d'un travail de plus de vingt ans. Elle est articulée en deux grandes parties dédiées respectivement au contexte historique et culturel de l'institution (*The Institutional and Cultural Context*, p. 35–171) et aux changements internes, à la fois d'ordre curriculaire et intellectuel, qui l'ont caractérisée sur la longue durée, du XV^e^ au XVIII^e^ siècle (*New Directions and Developments in University Learning*, p. 171–313). Comme l'explique la préface de l'auteur, spécialiste reconnu de la philosophie de la Renaissance, les études sur l'Université de Bologne ont souvent adhéré à l'idée d'un déclin progressif de l'institution à partir de la fin du XVI^e^ siècle («a narrative of decline»), qui aurait été l'effet de l'ingérence du pouvoir ecclésiastique et d'un contrôle de plus en plus sévère sur la libre pensée (particulièrement dans les domaines de la philosophie et de la science). À l'âge de la Contre-Réforme, l'université aurait ainsi petit à petit perdu son prestige intellectuel, non seulement aux yeux des étudiants et des professeurs étrangers – soumis à partir de 1564 à l'obligation d'une profession de foi catholique (*confessio fidei*) – mais aussi à ceux des Italiens mêmes, attirés par d'autres universités con-

currentes (à commencer par la voisine et plus tolérante Padoue). Grâce à la mobilisation d'un corpus très riche et varié de sources (légales, administratives, notes de cours, correspondances, catalogues de bibliothèques privées) en grande partie inédites, ainsi que d'une bibliographie qui compte plusieurs centaines d'entrées, l'ouvrage de David Lines nous invite à réviser ce lieu commun historiographique et, par conséquent, à repenser le rôle de Bologne dans l'histoire intellectuelle de l'Italie et de l'Europe modernes.

La complexité du fonctionnement de l'*alma mater* dans le contexte des universités italiennes au Moyen Âge et à la Renaissance est amplement illustrée dans la première partie, consacrée aux aspects administratifs, sociaux et politiques, ainsi qu'à la composition de la communauté universitaire. Il s'agit d'une synthèse remarquable qui permet de saisir clairement les enjeux politiques, culturels et économiques propres à Bologne, ville appartenant depuis 1506 aux États pontificaux et dépourvue d'une cour. Cette spécificité exposait l'université à un contrôle multiple et parfois conflictuel de la part des autorités civiles (le Sénat) et religieuses (l'évêque, le *cardinal legato*, l'Inquisiteur, le Pape lui-même). Cette première partie offre un équilibre parfait entre l'analyse des sources et l'attention prêtée à un plus large contexte social et culturel (valorisé aussi grâce à un appareil iconographique très utile qui donne la possibilité de visualiser les différents espaces urbains évoqués). Cette double perspective permet à l'auteur d'éclairer l'histoire interne de l'université et de dessiner simultanément les relations, parfois tendues, entre le *studium* et d'autres institutions éducatives concurrentes, telles que les collèges des étudiants étrangers, les académies savantes, les écoles des Jésuites (chapitre I. 3, *The University in Context*, p. 108–136).

La deuxième partie aborde plus spécifiquement les changements intervenus sur la longue durée à l'intérieur du «cursus» (car on ne peut pas, en effet, parler de «faculté» au sens moderne) d'humanités et médicine (*medicorum et artistarum*). Tout en valorisant l'impact de l'humanisme italien sur l'enseignement des humanités, par exemple à travers de nouvelles éditions de textes issues du travail philologique de certains professeurs (chapitre II. 5, *The Rise of Humanities*, p. 171–201), David Lines invite – en suivant en cela la position de Kristeller – à ne pas négliger, à côté d'une Renaissance vouée complètement à l'enseignement des anciens, d'autres phénomènes de continuité et de rupture par rapport à l'héritage médiéval. À ce propos, l'un des aspects les plus novateurs et féconds de son étude, avec la perspective de recherches futures, consiste dans l'analyse des pratiques d'enseignement et en particulier de celle de la *quaestio* (débat, instauré au XIII^{e} siècle, entre thèses opposées soutenues publiquement par les étudiants). Comme le montre l'auteur, le maintien de cette pratique jusqu'au XVIII^{e} ne serait pas (ou pas toujours) la preuve d'une sorte d'inertie pédagogique mais, au contraire, elle aurait été le vecteur, grâce à la discussion orale, d'idées nouvelles et d'une progressive ouverture du canon universitaire traditionnel (Aristote, Ptolémée, Thomas d'Aquin, etc.) vers la pensée moderne et contemporaine (chapitre II. 6, *Specialization and Scientific Innovation*, p. 201–235). De cette précision découle aussi un avertissement méthodologique précieux sur lequel David Lines revient à maintes reprises dans ses pages: les sources administratives généralement privilégiées dans l'histoire de l'université, telles que les *rotuli* (sorte de programme publié annuellement par l'université avec les noms de professeurs, précédé d'une préface), nécessitent à chaque fois d'être interrogées en dialogue avec les pratiques réelles d'enseignement, par exemple documentées par les notes de cours des élèves ou des professeurs, ou par les informations sur la circulation des textes (chapitre I. 4, *The Culture of the Book*, p. 137–171 et II. 8, *The Religious Turn*, p. 269–304). Si certaines de ces pratiques avaient

déjà fait l'objet d'études particulières en relation avec quelques figures majeures de l'enseignement à Bologne au XVI[e] siècle (Ulisse Aldovrandi, Girolamo Cardano et Carlo Sigonio), l'un des grands mérites du travail de Lines est de faire entrer sur la scène du *studium*, à côté des grandes personnalités, des figures moins connues (voir à ce propos les pages passionnantes consacrées à l'humaniste Sebastiano Regoli, p. 194–195 et aux philosophes Ludovico Boccadiferro et Claudio Betti, p. 282–287). C'est cette attention aux histoires individuelles et au développement de l'institution sur quatre siècles qui fait du travail monumental de Lines sur Bologne une œuvre destinée à faire date non seulement dans les études sur l'histoire des universités, mais plus largement dans l'histoire intellectuelle de l'Italie à la Renaissance.

Gabriele Bucchi, Bâle

Jon Mathieu, **Mount Sacred. Eine kurze Globalgeschichte der heiligen Berge seit 1500**, Wien: Böhlau Verlag, 2023, 192 Seiten, 11 Abbildungen.

Der Historiker und Fachmann für Alpen- und Bergkulturen Jon Mathieu hat sich die herausfordernde Aufgabe gestellt, eine kurze Globalgeschichte heiliger Berge zu schreiben. Das ist ein fast so kühnes Abenteuer wie deren Besteigung, und dies aus verschiedenen Gründen: Wie schreibt man eine kurze Globalgeschichte über ein Raumphänomen, das sowohl materiell auf diesem Planeten als auch in der Imagination so weit verbreitet ist? Die Antwort des Autors ist deutlich und bestechend: Indem man exemplarisch anhand von ausgewählten Studien vorgeht, Arbeitsdefinitionen flexibel hält und als heuristische Instrumente modelliert, sich deutlich und bescheiden gegenüber dem Forschungsgegenstand positioniert und die eigene Faszination auf die Leserinnen und Leser überträgt.

Das Buch ist in drei Teilen gegliedert. *Anreise in zwei Etappen* legt die methodologische Annäherungsweise dar. In Kapitel 1 werden definitorische Fragen angesprochen, während in Kapitel 2 das Spannungsverhältnis von Glauben und Wissenschaft im Umgang mit heiligen Bergen im Hinblick auf seine Veränderungen seit der Frühen Neuzeit bis heute im Zentrum steht.

Kapitel 3 bis 10 werden unter dem Titel *Vor Ort, zu gegebener Zeit* subsumiert. In diesem Hauptteil werden die Fallstudien mit ihren kulturellen, politischen, wirtschaftlichen, religions- und wissenschaftsgeschichtlichen Eigenarten vorgestellt. Es handelt sich um eine äusserst faszinierende Reise, die in Tibet beim Mount Kailash beginnt und durch fünf Kontinente führt. In China besichtigen wir den Tai Shan, bevor wir zur Grenze Nordkoreas gelangen, um uns mit dem Paektusan und seinen unterschiedlichen Deutungsgeschichten in China und in Nordkorea zu beschäftigen. Die Reise bringt uns zurück nach Europa, wo vor allem in Österreich und in Italien mit Kreuzen versehene Berge betrachtet und ihre vielfältigen Bedeutungen reflektiert werden. Die Bewegung von Osten nach Westen wird weitergeführt und so befinden wir uns anschliessend in den USA und besteigen den Mount Rushmore mit den eingesprengten monumentalen Präsidentengesichtern und machen uns mit ihren kontroversen Interpretationen vertraut. Wir kehren um und reisen nach Afrika, mit einem kurzen Abstecher beim Kilimandscharo in Tansania. Die Reise endet in Australien auf dem Uluru.

Der letzte Teil, *Die Reise geht weiter*, teilt den Lesenden ausdrücklich mit, was sie schon erahnten: Es gibt mehr zu bereisen als das, was zwischen zwei Buchdeckeln Platz finden kann. In diesem Schlussteil werden wesentliche Befunde aus diesem globalen Vergleich reflektiert und die Frage nach der Rolle und der Transformation von heiligen Ber-

gen differenziert und – zwingendermassen fragmentarisch – anhand von wesentlichen Spannungsfeldern vertieft. Die betrachteten kulturellen Aneignungen von Bergen durch vielfältige und sich stetig verändernde religiöse Praktiken und Erzählungen werden im Hinblick auf das Verhältnis von Religion und Umwelt, von Kolonialismus und Antikolonialismus, von unterschiedlichen gesellschaftlichen und Gender-Rollen konzis verglichen und charakterisiert. Dienen «heilige» Berge im 21. Jahrhundert einer Veränderung des Verhältnisses von Menschen und Natur, könnten sie etwa eine Ressource für den Klimaschutz sein? Die Frage wird gestellt und richtigerweise offengelassen, denn die besprochenen Fallstudien lassen sich diesbezüglich nicht harmonisieren und zeigen auf überzeugende Weise die Komplexität von Religion als einem vielschichtigen Phänomen.

In einer Zeit, in der Religionsforschung im akademischen Kanon der Wissenschaften marginalisiert wird, hat der Autor einen mutigen und weiterführenden Schritt gewagt. Das Buch ist nicht nur für Historiker*innen relevant, sondern ist transdisziplinär anschlussfähig und für alle weiterführend, die sich für kulturwissenschaftliche Zugänge zu Raum und Bergen interessieren. Die fliessende Sprache und sichere Leseführung, kombiniert mit einem erfrischenden Sinn für Humor, machen die Lektüre zum Genuss.

Der Historiker Jon Mathieu nähert sich dem Thema *Mount Sacred* als einem kulturellen Diskurs – die religionswissenschaftlichen Debatten im Umgang mit sperrigen Begriffen wie «Religion» oder «heilig» werden in diesem Rahmen freilich nicht im Detail erörtert. Vielmehr untersucht er besonders bedeutsame und dichte Beispiele von Bergen, die über eine längere Zeitspanne im Zentrum diverser Erzählungen und Praktiken stehen, aus denen unterschiedliche Gruppen und Menschen vielfältige Bedeutungen und Orientierungen formen. Damit wird deutlich gemacht, dass Religion eine kulturelle Praxis ist, die sich in der Wechselwirkung von Landschaftselementen, gesellschaftlichen, politischen und wirtschaftlichen Bedingungen sowie wissenschaftlichen Diskursen herauskristallisiert. Somit zeigt Mathieu eindrücklich, dass die Heiligkeit des Berges nicht als eine intrinsische Eigenschaft zu erfassen ist, sondern das Ergebnis komplexer, manchmal sich über Jahrhunderte entwickelnder Aushandlungsprozesse. Dabei spielen Abgrenzungsstrategien und Konfliktsituationen eine zentrale Rolle. Religiöse Bedeutungszuweisungen entstehen somit in Auseinandersetzungen, in denen theologische Reflexionen und Legitimationen durch Eliten mit der materiellen Aneignung des Berges – beispielsweise als Schrift-, als Symbolträger oder als Skulptur – und mit Handlungen von Menschen (Pilgerfahrten, Besichtigungen, Opferungen) interagieren. Um die Komplexität von heiligen Bergen in einer Zeitspanne von mehr als 500 Jahren global zu erfassen, müssen also die mehrschichtigen Interaktionen zwischen unterschiedlichen gesellschaftlichen Systemen und beteiligten Akteuren berücksichtigt werden. Wissenschaftliche Konzepte und eine emische Perspektive dienen dazu, den Vergleich zu gestalten und zu prüfen. Dennoch kann die Theoriebildung nur eine heuristische Rolle übernehmen und dazu dienen, die Perspektive der Forschenden kritisch zu begleiten.

Jon Matthieu ist mit diesem Buch der Spagat zwischen der Vielschichtigkeit und Einzigartigkeit von religiösen Deutungen ausgewählter Berge und dem interkulturellen Vergleich gut gelungen, weil er nicht nach Vollständigkeit gesucht, sondern die Fragmentarität einzelner Besichtigungen ertragen und mit uns Lesenden auf faszinierende Weise geteilt hat.

Daria Pezzoli-Olgiati, LMU München

Sarah Rindlisbacher Thomi, **Botschafter des Protestantismus. Aussenpolitisches Handeln von Zürcher Stadtgeistlichen im 17. Jahrhundert**, Göttingen: Wallstein, 2022, 591 Seiten.

Die Autorin führt den Leser gleich in zwei «dunkle» historiographische Räume: ins 17. Jahrhundert und zur Rolle der einflussreichen reformiert-orthodoxen Geistlichkeit in Zürich. Auch wenn in den letzten Jahren zahlreiche Studien über das 17. Jahrhundert, unter anderem aus der Feder von André Holenstein, dem Betreuer der hier zu besprechenden Arbeit, erschienen sind, gilt dieses immer noch als «saeculum obscurum». Zwischen den heroischen Jahren der Reformation und dem Aufbruch ins lichte Zeitalter der Aufklärung zwängt sich das düstere Saeculum der gewalttätigen Gegenreformation, der engstirnigen protestantischen Orthodoxie und der blutigen Glaubenskriege. Zwar ist durch die Arbeiten von Thomas Maissen und Thomas Lau bekannt, dass die Zürcher Geistlichkeit einen grossen Einfluss auf die innen- und aussenpolitischen «Standesgeschäfte» besass. Schon 1651 beklagte der katholische Luzerner Ratsherr Ludwig Pfyffer, dass die Zürcher Prädikanten als «Hitzköpfe» und «Lärmenblaser» die «Haubtursach» der konfessionellen Konflikte und «aller eidgnössischer zwietrachen, empörungen und kriegsgefahren» seien. Sarah Rindlisbachers Arbeit bringt nun in ihrer umfangreichen Berner Dissertation Klarheit.

Die zeitliche Einschränkung auf das 17. Jahrhundert ist durch zwei fundamentale Wandlungen in den Zürcher Aussenbeziehungen vorgegeben. Im 16. Jahrhundert pflegte Zürich unter dem Einfluss von Zwingli und seiner Nachfolger einen ausgeprägten Isolationismus. Als aber in der zweiten Jahrhunderthälfte der Katholizismus nach dem Konzil von Trient erstarkte und im Rahmen der Gegenreformation – auch gewalttätig – gegen den Protestantismus vorging, etwa in der Bartolomäusnacht von 1572 und in der Genfer Escalade von 1602, ergriffen Einkreisungs- und Untergangsängste die reformierte Schweiz. In den 1610er Jahren gab Zürich die selbst gewählte Isolation auf und reaktivierte die Pflege der Aussenbeziehungen und die Bündnispolitik. Das Ende dieser Phase wird markiert durch die «Säkularisierung des politischen Bereichs» (S. 523) zu Beginn des 18. Jahrhunderts. Der Einfluss der Geistlichen auf die Politik wurde eingeschränkt. Der Rat begann sich nun in kirchliche Bereiche einzumischen. Die Verfasserin weist daher zurecht darauf hin, dass das Ende der Konfessionalisierung in der Schweiz nicht wie in Deutschland auf 1648, sondern auf 1712 anzusetzen sei.

Die Autorin stellt die aussenpolitische Aktivität von sechs Geistlichen, drei Theologieprofessoren und drei Vorstehern der Zürcher Kirche (Antistites), die alle aus dem Stadtzürcher Bürgertum stammten, anhand von sechs Schlüsselereignissen ins Zentrum ihrer Untersuchung: dem Ende der aussenpolitischen Abstinenz (1612–1618) und der Abordnung einer Zürcher Delegation an die Synode von Dordrecht, dem schwedischen Abenteuer (1631–1634), dem Projekt einer Allianz mit Oliver Cromwell (1653–1656), dem Wigoltinger Handel (1664/65), dem Einsatz der Schweizer Soldtruppen im Niederländisch-Französischen Krieg (1672–1678) und Zürichs Rolle im Pfälzischen Erbfolgekrieg (1688–1697). Sie zeichnet quellenbasiert nach, wie die sechs Geistlichen ihr «Wächteramt» gegenüber dem Zürcher Rat wahrnahmen und sich zu einflussreichen aussenpolitischen Beratern entwickelten. Da der Staat Zürich über keinen diplomatischen Dienst verfügte, übernahmen sie informell diese Aufgabe.

Durch ihre Ausbildung an reformierten Hochschulen sowie ihre Korrespondenz mit ihren Theologenkollegen vor allem im Reich, in den Niederlanden, in England und Frankreich hatten die Geistlichen ein transnationales Netzwerk aufgebaut. Damit positio-

nierten sie die Limmatstadt als einen zentralen Knoten in der «calvinistischen Internationale». Die Verfasserin zeigt auf, wie sich die transnationale Kommunikation und die zentralen interpersonalen Bindungen gestalteten, wie sich die Geistlichen in den Dienst der protestantischen Gesandten und des Zürcher Rats stellten, der meistens, aber nicht immer ihren Ratschlägen folgte, wie sie von Zürich aus Diplomatie betrieben («Heimdiplomatie») und welche persönlichen und familialen Interessen sie verfolgten. Innovativ ist das Kapitel über die «Sprache des politischen Protestantismus», in der die Zürcher Kirche und die Gemeinschaft der europäischen Reformierten als «Gemeinschaft der Heiligen» und «Wahre Kirche Gottes» dargestellt wird, die sich scharf von den verhassten Katholiken, aber auch von der lutherischen Schwesterkirche und «Abweichlern» innerhalb des Calvinismus abgrenzte. In dieser religiös verengten Weltsicht gab es keinen Platz für irenische Strömungen, auch nicht innerprotestantisch.

Die Autorin weist zurecht darauf hin, dass Zürich und deren reformierte Geistlichkeit die treibenden Kräfte in den Konflikten mit den katholischen Orten waren. Trotzdem zeichnet sie ein weiches Bild von Antistes Johann Jakob Breitinger, der schon 1614 behauptete, dass die katholischen Miteidgenossen «leyder unsere grösten Feynd» seien. Auch wenn das Handeln der geistlichen Akteure aus ihrer Zeit und ihrem Wertehorizont zu verstehen ist, kann die harte Kritik etwa des Zürcher Staatsarchivars Paul Schweizer und von Emil Usteri nicht einfach als anachronistische oder nationalistische Kritik abgekanzelt werden. Antistes Breitinger war zusammen mit seiner Faktion Kriegstreiber, der 1633/34 Zürich und die anderen reformierten Orte zum Kriegseintritt an der Seite des Schwedenkönigs gegen die katholischen Miteidgenossen drängte – eine Episode, welche in der Zürcher Historiographie eher diskret behandelt wird. Dies hätte wohl die Sprengung des Corpus Helveticum, sicher das Ende der Neutralität bedeutet. Der publizistische Hass auf die Katholiken, aber fast noch mehr auf die zürcherische Friedens- bzw. Neutralistenpartei um Bürgermeister Johann Heinrich Holzhalb war grenzenlos. Aber schliesslich siegten die «abscheulichen Neutralisten» und Breitinger wurde auf sein geistliches Amt verpflichtet.

Die Verfasserin legt eine wichtige Studie vor, die man mit Gewinn liest, aber auch viele neue Fragen aufwirft. Welche Rolle spielten die geistlichen Ratgeber in innereidgenössischen Fragen, z. B. bei der Instruktion der Zürcher Tagsatzungsgesandten? Der kurze Hinweis der Verfasserin, wonach der grosse Einfluss der Zürcher Theologen am ehesten mit Genf zu vergleichen ist, wohingegen deren Einfluss in Bern, Basel und Schaffhausen gering gewesen sei, ruft geradezu nach einer vergleichenden Studie. Und in den katholischen Kantonen? Da wären vor allem die Weltgeistlichen an der Spitze der einzelörtischen Kirchen zu untersuchen, etwa die Dekane und vor allem die bischöflichen Kommissare, die ebenfalls Zugang zu den Räten hatten. Die Verfasserin hat mit ihrer Arbeit ein breites Forschungsfeld eröffnet und dafür sei ihr gedankt.

Marco Jorio, Rüfenacht

Eva Seemann, **Hofzwerge. Kleinwüchsige Menschen an deutschsprachigen Fürstenhöfen der Frühen Neuzeit**, Göttingen: Wallstein, 2023 (Frühneuzeit-Forschungen, Bd. 24.), 520 Seiten, 61 mehrheitlich farbige Abbildungen.

Zwerge verbinden wir heute vor allem mit dem fiktionalen Genre des Märchens. In der Zeit, als die Brüder Grimm Prinzessin Schneewittchen mit sieben so bezeichneten Nebenfiguren umgaben, war das Zusammentreffen derart ungleicher Figuren aber gar nicht so aussergewöhnlich, im Gegenteil: Für Angehörige des fürstlichen Standes waren

«Zwerge» bis um 1800 ständige Begleiter und wichtige Statusattribute gewesen. Dass es sich dabei nicht um eine reine Theaterrolle und auch nicht um eine zwingend herabwürdigende Bezeichnung für kleingewachsene Menschen handelte, sondern um ein europaweit verbreitetes Amt am Fürstenhof, zeigt die Monografie von Eva Seemann eindrücklich auf.

Das auf eine an der Universität Zürich verteidigte Dissertation zurückgehende Werk gliedert sich in fünf Kapitel, umrahmt von einer konzeptionellen Einleitung und einem Schlussteil. In der Einleitung grenzt die Autorin ihren Gegenstand von älteren Forschungen ab, welche das Phänomen der Hofzwerge etwas vorschnell im Kuriositätenkabinett einer fremd gewordenen höfischen Kultur einschlossen oder der Genealogie von Freak-Shows zuordneten. Mit einem akteurszentrierten Zugang, der Ansätze aus der neueren Sozial- und Kulturgeschichte des Hofes mit Konzepten der Körpergeschichte und der *Disability Studies* verbindet, schafft die Autorin demgegenüber ein tragfähiges analytisches Gerüst, um der Rolle und Agency der mehr als 250 Personen, die sie im Zeitraum vom 16. bis 18. Jahrhundert als «Zwerge» an deutschen Fürstenhöfen identifiziert hat, besser gerecht zu werden. Dabei formuliert sie bereits zu Beginn die Ausgangshypothese, dass es sich bei den Hofzwergen nicht um ein Randphänomen, sondern um ein «Strukturmerkmal des frühneuzeitlichen Fürstenhofes» (S. 13) gehandelt habe.

Als «Zwerge» bezeichnete kleinwüchsige Menschen gelangten auf unterschiedlichen Wegen an den Hof, nicht selten als Geschenke zwischen ihren Dienstherren. Darin zeigt sich eine aus moderner Sicht irritierende Verdinglichung dieser Personen, die dem zeitgenössischen Umgang mit versklavten Menschen aus Afrika ähnelt, die an europäischen Höfen ebenfalls als Diener anzutreffen waren, aber auch von «langen Kerls» und anderen Rekruten, die nicht immer freiwillig in die fürstlichen Heere eintraten. Wie die Körpergrösse waren Selbstbestimmungsrechte in der ständischen Gesellschaft eine relationale und graduelle Kategorie – wobei sich die Position im Lebensverlauf ändern konnte. Gerade der Dienst am Hof bot hier besondere Chancen. So waren im Falle der Hofzwerge oftmals deren Eltern, die sich Bildungs- und soziale Aufstiegschancen für ihre im Vergleich zu Alters- und Geschlechtsgenossen als signifikant kleinwüchsig taxierten Kinder erhofften, in die «Rekrutierung» mit einbezogen. Dies deutet die Autorin dahingehend, dass der auffällige Körper als besonderes Kapital aufgefasst worden sei, von dem die Person und ihre Familie profitieren konnten.

Aus der Sicht der Hoforganisation waren Zwerge «institutionalisierte Aussenseiter» (S. 119), die auf Hofstaatslisten vielfach als eigene Gruppe aufgeführt wurden. Mit dem höfischen Amt eines «Kammerzwergs» verbanden sich bestimmte Rollenerwartungen und Entschädigungsansprüche, die teilweise über die eigentliche Dienstzeit hinaus in Anspruch genommen werden konnten. Zwar war die deutliche Mehrzahl der erfassten Hofzwerge männlichen Geschlechts, doch dienten auch weibliche kleinwüchsige Menschen in den Hofstaaten von Fürstinnen. Teilweise wurden diese kleinwüchsigen Dienerinnen und Diener untereinander, teilweise aber auch mit anderen Hofangehörigen verheiratet. Amt und Person waren aufgrund der körperlichen Voraussetzungen noch weniger getrennt als bei anderen Hofämtern. Manche der früh in den Dienst aufgenommenen Kleinwüchsigen wuchsen mit den Fürstenkindern zusammen auf und wurden zu Objekten quasi-elterlicher Fürsorge, die sich selbst bei jenen fortsetzte, die ihrem Amt im wörtlichen Sinne entwuchsen.

Die Aufgaben der Kleinwüchsigen am Hof bestanden zu grossen Teilen im für den Kammerdienst typischen «Aufwarten» und kleinen Dienstätigkeiten, fallweise aber auch

in spektakulären Auftritten bei Hoffesten und Zeremonien, die in den Kapiteln IV und V detailliert analysiert werden. Die kleinen Menschen wurden dabei zu Agenten des Komischen, das sie durch spezielle Kostüme und gezielte Performanz erzeugten. Zwerge galten im zeitgenössischen medizinischen Diskurs nicht nur als von Gott gewollte Körperwunder, sondern auch als Melancholievertreiber. In dynastischen Staaten, deren Fortbestand von der Gesundheit der fürstlichen Familie abhing, wurden sie damit systemrelevant. Darüber hinaus spielten Hofzwerge in der politischen Ikonographie eine wichtige Rolle, indem ihre Kopräsenz die Grösse des Fürsten im wörtlichen und übertragenen Sinne betonte. Jenseits aller Inszenierung wurden manche Hofzwerge aber auch zu engen Vertrauten ihrer Fürstinnen und Fürsten. Als solche wurden sie als Berater eingesetzt, mit diplomatischen Aufgaben betraut und nach dem Tod intensiv betrauert.

Insgesamt gelingt es Eva Seemann in ihrer umsichtig argumentierenden und zugleich anschaulichen Studie, das Phänomen der Hofzwerge an deutschen und europäischen Fürstenhöfen der Frühen Neuzeit umfassend und überzeugend darzustellen. Mit bewundernswerter Akribie hat die Autorin aus teilweise entlegenen Quellen wie etwa kirchlichen Sterberegistern Informationen zu einzelnen Akteur:innen zusammengetragen und zu einer überzeugenden Darstellung verwoben. Gerade dieser alltagsnahe Blick macht kleinwüchsige Menschen als höfische Akteursgruppe mit vielfältigen Rollen und individuellen Schicksalen sichtbar und öffnet zugleich neue Perspektiven auf das gesamte System. Die in der Studie aufgezeigten engen Zusammenhänge von Körperlichkeit, Unterhaltung und Statuspolitik sowie von subalterner Diensttätigkeit und persönlichem Nahverhältnis erweitern unser Bild des Fürstenhofes in der Frühen Neuzeit und regen zu weiteren Forschungen an.

Nadir Weber, Bern

Heinrich Richard Schmidt, Veronika Albrecht-Birkner, Michael Egger, Stefan Ehrenpreis, Janine Scheurer (Hg.), **«Seelenbeschreibungen». Eine frühneuzeitliche Quellengattung und ihr konfessions- und bildungsgeschichtlicher Kontext**, Berlin: de Gruyter, 2022 (Konfession und Literalität in der Vormoderne/Confession and Literacy in the Pre Modern Era, Bd. 1), 351 Seiten, 114 Abbildungen.

Der von einer Gruppe von Forschenden herausgegebene Band über «Seelenbeschreibungen» bzw. «Libri status animarum» ist das Produkt einer längeren, vom SNF geförderten Forschungszusammenarbeit und ein wirklich sehr gelungener Überblick über die historische Alphabetisierungsforschung einerseits, die Quellengattung der «Seelenbeschreibungen» andererseits. Wie die Herausgeber:innen im Vorwort deutlich herausstellen, ist diese Quellengattung bislang noch kaum in den Blick der Geschichtsforschung gelangt; vor allem wurde sie noch kaum je für die Alphabetisierungsforschung genutzt, wie auch Heinrich R. Schmidt in seinem umfangreichen Überblick über den Forschungsstand bedauernd festhält. Noch ist die Karte der Länder und Regionen, in denen sowohl die Alphabetisierungsforschung wie auch die Nutzung von «Seelenbeschreibungen» systematisch vorgenommen wurden, voll weisser Flecke – ein umso bedauerlicher Tatbestand, als diese Quellengattung tatsächlich sehr weit verbreitet war und in sämtlichen Konfessionen genutzt wurde, auch wenn die dafür verwendeten Begriffe nicht identisch sind, wie Veronika Albrecht-Birkner in ihrem Beitrag zeigt.

So könnte bzw. kann auch ein methodisch valabler Konfessionsvergleich im Hinblick auf die Alphabetisierung vorgenommen werden, der umso dringender erscheint, als hier noch immer ältere Vorstellungen von der Rückständigkeit der katholischen Regionen

einerseits vorherrschen, andererseits aber selbst für protestantische Gebiete ein allzu grosses Stadt-Land-Gefälle angenommen wird. Gerade letztere Annahme wird im Gemeinschaftsbeitrag der Projektbeteiligten etwa für Thüringen und den Raum Oldenburg eindrücklich widerlegt. Auch in Hermann Ehmers und Sabine Holtz' Beiträgen über die württembergischen Seelenregister als bildungsgeschichtliche Quellen und die ländliche Lesekultur im lutherischen Herzogtum Württemberg stehen solche älteren Forschungsmeinungen auf dem Prüfstand und können aufgrund der Quellenlage überzeugend zurückgewiesen werden. Ähnliches zeigen auch die Beiträge von Daniel Lindmark über das vormoderne Schweden, dessen Bauernschaft trotz der schwierigen topografischen Bedingungen tatsächlich überraschend literat war, und ebenso, mit einigen Abstrichen, Oddvar Johan Jensen für Norwegen.

Allerdings ist die Forschung im Hinblick auf Konfessionsvergleiche noch sehr unbefriedigend, wird doch für den katholischen Raum die Alphabetisierungsforschung weiterhin von älteren Forschungen, die vor allem die Signier-, weniger jedoch die Lesefähigkeit in den Mittelpunkt rückte, dominiert. Hier stehen breiter angelegte Forschungsaktivitäten noch aus, wie die Herausgeber:innen unisono in ihren Beiträgen bedauernd feststellen. Sie lassen indes keine Zweifel, dass es entsprechende Quellenbestände gibt; in Veronika Albrecht-Birkners Beitrag wird das explizit deutlich, in anderen Beiträgen, etwa von Harm Klueting über das Hochstift Münster und in Stefan Ehrenpreis Beitrag über das niedere Schulwesen in katholischen Gebieten des Alten Reiches vor 1750, wird dies exemplarisch sichtbar gemacht.

Die Kernfrage des Buches und der neugegründeten Buchreihe nach der konfessionellen Bedeutung des Lesens (weniger des Schreibens, wie sich in allen Beiträgen zeigt), stellt schon Heinrich R. Schmidt in seinem Forschungsüberblick und beantwortet sie annäherungsweise so: Es handelt sich bei den Bemühungen zur Verbesserung der Literalität und der Alphabetisierung um eine komplexe Unternehmung, die von allen Seiten – Obrigkeit, kirchliche wie weltliche, aber auch von den «Untertanen», d.h. auch der bäuerlichen Bevölkerung selbst, vorangetrieben, allerdings in «Notzeiten», also in Phasen konfessioneller Bedrohung bzw. Krisen mit grösserer Dringlichkeit «von oben» gefordert und befördert wurde. Diese Phasen stellen sich nicht nur je nach Konfession, sondern vor allem je nach Region unterschiedlich dar, hatten aber zweifellos in Zeiten der Konfessionskonflikte (vor allem nach der Beendigung des Dreissigjährigen Krieges) eine besondere Dringlichkeit und Aktualität. Dies lässt sich vor allem am konfessionellen Flickenteppich der Alten Eidgenossenschaft und des Alten Reiches besonders gut studieren; dass indes das konfessionell höchst homogene Schweden sich einer unerwartet hohen Alphabetisierungsquote auch bei der ländlichen Bevölkerung schon früh im ausgehenden 17. Jahrhundert rühmen konnte, steht allerdings etwas quer zu den an sich höchst einleuchtenden (Hypo-)Thesen der Herausgeber:innen zum Zusammenhang von Konfession und Literalität.

Dass die Frage der Geschlechterdifferenz in allen Beiträgen zumindest angesprochen wird, ist ebenfalls erfreulich, wenn auch nicht überraschend, spielt sie doch in der Bildungsforschung, auch der historischen, schon seit den 1980er-Jahren eine wichtige Rolle. Im Forschungsüberblick von Heinrich R. Schmidt wird dieser Themenkomplex allerdings leider nicht angesprochen, so dass zwar in den Beiträgen im Einzelnen jeweils durchaus interessante – und teilweise auch höchst divergente – Geschlechterrelationen im Hinblick auf das Lesen (und übrigens auch das Schreiben) festgestellt werden können, die von annähernd egalitären bis zu höchst gegensätzlichen Kompetenzraten reichen. Dass und

vor allem warum dies so ist, ist allein schon eine höchst spannende und immer noch – auch und gerade im Hinblick auf die Konfessionsunterschiede – nur unzureichend erklärte Sachlage. Dem in weiteren Publikationen – im Sinne einer intersektionell informierten Quellen- und Datenanalyse – noch mehr Aufmerksamkeit zu widmen, wäre mein Wunsch an das Forscher:innenteam, zusammen mit der Hoffnung, dass mit diesem Band tatsächlich die «Seelenbeschreibungen» als Quellenbasis für die historische Bildungsforschung breitere Aufmerksamkeit erhalten, und dass das interessante Publikationsprojekt weitergeführt werden kann.

Claudia Opitz-Belakhal, Basel

Loraine Chappuis, **Étreintes paillardes. Familles et enfants illégitimes à Genève sous l'Ancien Régime (1670–1794)**, Genève: Georg, 2022, 530 pages, 57 figures.

Loraine Chappuis macht das meistgeahndete Verbrechen im Genf des Ancien Régimes zum Gegenstand ihrer umfangreichen Studie: «Paillardise». Der als «Unzucht» zu übersetzende und insbesondere im französischsprachig-reformierten Kontext benutzte Begriff meint, in Abgrenzung zu anderen Sittlichkeitsdelikten, spezifisch jene un- und vorehelichen Sexualkontakte, die zu einer Schwangerschaft führten. Ganze 3420 solcher Fälle sind in den Genfer Ratsbüchern zwischen 1670 und 1794 dokumentiert. Die Autorin verortet ihre kriminalitätshistorische Dissertation in der Historiografie der Sexualität und der Familie (S. 29).

Chappuis gliedert ihr Buch in drei Hauptteile: Die quantitativen Analysen der Gerichtsakten erlauben es ihr, im ersten Teil das Genfer Repressionsdispositiv als Perspektive auf die «Paillardise» zu wählen. Es zeigt sich eine komplexe Gemengelage verschiedener Akteur:innen mit jeweils eigenen Interessen hinsichtlich der «gestion urbaine de l'illégitimité» (S. 16). So, wie «Paillardise» zugleich theologisch als Sünde und juristisch als Verbrechen diskursiv verhandelt wurde, waren ebenfalls die Verfahren mit Elementen von Zivil- und Strafprozessen «hybrider Natur» (S. 115). Quantitativ stellt Chappuis eine bemerkenswerte Kontinuität der justiziellen Ahndung illegitimer Sexualität fest. Ausserdem erweisen sich die schwangeren Frauen sozial weniger isoliert als in der Historiografie oft angenommen. Die Ahndung der «Paillardise» versteht Chappuis wegen der vielen Selbstanklagen als sozial legitimiert. Körperstrafe und Verbannung sprach der Rat mit der Zeit seltener, Gefängnisstrafen nahmen zu. Im 18. Jahrhundert ging es in den Prozessen hauptsächlich darum, die finanzielle Verantwortung für das illegitime Kind zu regeln – diese wurde vermehrt den Vätern zugesprochen – und die Tat gegenüber den Ratsherren und Gott zu sühnen («réparation pénale» S. 194).

Der zweite Buchteil widmet sich der «Paillardise» aus der Perspektive der Angeklagten, deren Argumentationen in einer Auswertung von Stichprobejahren untersucht werden. Dabei stellt Chappuis geschlechtsspezifische Strategien fest: Frauen rechtfertigten ihre sexuellen Verfehlungen meist mit einem mehr oder weniger explizit geäusserten Eheversprechen, materiellen Geschenken (deren Legitimität die unscharfe Grenze zur Prostitution verdeutlicht) oder mit Gewalt seitens des Partners. Angeklagte Männer versuchten hingegen oft, den Ruf der Frau zu diskreditieren oder leugneten grundsätzlich jeglichen Sexualkontakt. Einige entzogen sich auch der Justiz. Die Autorin skizziert das Bild einer Sexualität, die grundsätzlich als Ergebnis einer männlichen Initiative verstanden wurde, wobei das Einverständnis der Frauen stets impliziert war. Nicht nur hinsichtlich des Geschlechtsakts, auch was die Ehe und Familiengründung betraf, zieht Chappuis Erkenntnisse aus den Narrativen der Angeklagten, die sie mit normativen Quellen

abgleicht. So zeigt sich beispielsweise das Spannungsverhältnis zwischen der reformierten Notwendigkeit eines Eheversprechens vor Zeug:innen und dem sozialen Druck, der auf eine Ehe als Wiedergutmachung des Skandals abzielte. Allerdings nahmen ab 1750 die gerichtlich angeordneten Eheschliessungen ab, da sie aus aufklärerischer Perspektive als schädlich bewertet wurden. Ab diesem Zeitpunkt begannen Frauen ihre Sexualkontakte zunehmend mit Liebesgefühlen zu rechtfertigen.

Im dritten Teil widmet sich Chappuis den illegitim geborenen Kindern, die aus den untersuchten Fällen resultierten. Hier sind es insbesondere Kirchenbücher sowie das Archiv des «Hôpital général», der staatlichen Fürsorgeinstitution, die verschiedene Aspekte der «bâtardise» hervorbringen. Diese war sowohl juristischer Status als auch soziales Stigma. Obwohl die Begrifflichkeiten des Phänomens negativ konnotiert waren, relativiert Chappuis das individuell erlebte Stigma anhand der Analyse der den illegitimen Kindern gegebenen Vor- und Nachnamen. Ausserdem stellt sie nach einer ersten vom Skandal geprägten Phase bald familiäre Anpassungen fest, die oft zur Integration des Kindes in eines der «multiples modèles familiaux» (S. 428) führten. Insbesondere die Anerkennung durch den leiblichen Vater trug zur sozialen Kompensation des Stigmas bei. Immer grössere Relevanz schreibt sie dem «Hôpital général» zu, das sich einer wachsenden Legitimität erfreute und sich mit verschiedenen Massnahmen für das Wohlergehen der illegitimen Kinder einsetzte – und zwar nicht nur derjenigen, die vom verantwortlich gesprochenen Elternteil gegen eine Gebühr der Institution abgegeben wurden.

Diesen Aspekt der wachsenden Relevanz der staatlichen Fürsorge sowie denjenigen der Kontinuität der «pratiques ‹intimes› populaires» (S. 435) führt Chappuis in der «conclusion générale» als Haupterkenntnisse auf. Während Ersterer nicht explizit in der Historiografie der Familie verortet wird, lässt der Letztere Chappuis die These der «sexuellen Revolution» im 18. Jahrhundert für Genf verwerfen.[1] Somit bringt sie die vielen quantitativen Befunde, stets mit Quellenzitaten qualitativ unterlegt und anhand der 57 Grafiken bzw. Tabellen veranschaulicht, kondensiert auf den Punkt. Dabei verliert sie dank der akribischen Quellenarbeit die agierenden Menschen selbst nie aus dem Blick. Dass der Schlussteil mit seinem hohen Abstraktionsgrad etwas kurz ausfällt und keine ausführliche Reflexion der Befunde darstellt, wird durch die Zusammenfassungen am Ende der einzelnen Kapitel kompensiert. «Étreintes paillardes» lässt sich als methodisch soliden und empirisch reichhaltigen Beitrag zur Grundlagenforschung der Sexualitäts-, Familien-, Ehe- sowie Kriminalitätsgeschichte und nicht zuletzt der Geschichte Genfs empfehlen.

Tim Buser, Basel

Ekaterina Emeliantseva Koller, **Religiöse Grenzgänger im östlichen Europa. Glaubensenthusiasten um die Prophetin Ekaterina Tatarinova und den Pseudomessias Jakob Frank im Vergleich (1750–1850)**, Wien: Böhlau Verlag, 2019 (Lebenswelten osteuropäischer Juden, 17), 352 Seiten, keine Abbildungen.

Ekaterina Emeliantseva Koller legt in Form der überarbeiteten Fassung ihrer 2018 an der Universität Basel eingereichten Dissertationsschrift eine äusserst ambitionierte historische Vergleichsstudie vor. Ihr asynchroner, asymmetrischer und zwischen Warschau und Sankt Petersburg angesiedelter Vergleich betritt in mehrfacher Hinsicht Neuland. Bei

1 Vgl. Edward Shorter, The Making of the Modern Family, New York 1975; Tim Hitchcock, English Sexualities, 1700–1800, Basingstoke 1997; Faramerz Dabhoiwala, The Origins of Sex. A History of the First Sexual Revolution, London 2012.

den in Beziehung zu setzenden Gruppen handelt es sich um religiöse Kleinstgruppen, die auch bereits von den Zeitgenossen als Sekten oder abfälliger als Sektierer bezeichnet wurden. Es handelt sich um die Warschauer Anhängerinnen und Anhänger des jüdischen Antinomisten und Charismatikers Jakob Frank (polnisch: Jakób Józef Frank) (1726–1791) sowie um den Petersburger Frömmigkeitskreis, der sich um die aus lutherischer Familie stammende, nominell rechtgläubige (russisch-orthodoxe) Mystikerin Ekaterina Filippovna Tatarinova (geb. Freifrau von Buxhoeveden, 1783–1856) versammelte. Zunächst ist jeglicher Vergleich von Frömmigkeiten erschwert durch die Unmöglichkeit, den historischen Akteurinnen und Akteuren ins Herz zu schauen. Daher betrachtet Emeliantseva Koller nicht die Frömmigkeit an sich, sondern ihre Praktiken und das diese Frömmigkeitspraxis rahmende soziale Milieu, ja bisweilen sogar entsprechende Interieurs. Sie nähert sich den beiden religiösen Gruppen bzw. ihren sozialen Kreisen auf mikrohistorischen Pfaden. Jede noch so glaubhafte autobiographische Quelle darf freilich nicht als besiegeltes Zeugnis wahrer Innerlichkeit gelesen werden. Jedoch verdient es der in entsprechenden Texten erhobene Anspruch, durch die Historikerin oder den Historiker in seiner Weltdeutung ernst genommen zu werden. Sodann vergleicht Emeliantseva Koller zwei Personenkreise, die als *Glaubensenthusiasten* wie Grenzgänger keinesfalls dieselbe Trennlinie überschritten haben und sich noch nicht einmal in Richtung derselben Religion bewegt haben. Und ob tatsächlich in beiden Fällen der Übertritt bzw. die Entfernung von dem vorher gelebten Glauben gleich weit ging, sei dahingestellt. Beziehungen oder Bezüge zwischen beiden Gruppen sind nicht bekannt und weil der Pseudomessias Frank einerseits und die *Gottesmutter* von Sankt Petersburg andererseits auch ausserhalb der Religionsgeschichte Osteuropas durchaus unterschiedliches historisches Gewicht besassen, muss der Vergleich phänomenologisch erfolgen. Emeliantseva Koller argumentiert in ihrer Studie allerdings nicht im theologischen oder ideengeschichtlichen Sinne, wie dies vor ihr etwa Historiker des Sabbatianismus oder der Skopzen und anderer russländischer antinomistischer Bewegungen getan haben. Schliesslich belegt die hier vorgelegte Studie einmal mehr und ganz *en passant* die Bedeutung der Religions- bzw. Frömmigkeitsgeschichte für die osteuropäische Geschichte insgesamt. Vergleichbare Detailstudien zur mannigfaltigen Landschaft populärer wie exklusiver Frömmigkeitspraktiken in Osteuropa sind Desiderate und die bei zukünftigen Untersuchungen erwartbaren und hierdurch sichtbar werdenden sozialen Folgen religiöser Überzeugungen wären ein relevanter Beitrag zur Gesellschaftsgeschichte von Frömmigkeit und Religion. Eine ausserhalb Russlands und Sankt Petersburgs eher weniger bekannte Frauengestalt wie die Tatarinova neben einen durchaus und nicht zuletzt durch die Literaturnobelpreisvergabe von 2018 an Olga Tokarczuk (Die Jakobsbücher, aus dem Polnischen von Lisa Palmes und Lothar Quinkenstein, Zürich: Kampa Verlag 2019.) auch ausserjüdisch nicht unbeachtet gebliebene Gestalt wie Jakob Frank zu stellen, ist innovativ und bekräftigt den Anspruch einer global bzw. anthropologisch argumentierenden osteuropäischen Geschichte. Wegen seiner lebensweltlichen Vorgehensweise ist der Band sehr gut in der u.a. von Heiko Haumann herausgegebenen Reihe «Lebenswelten osteuropäischer Juden» aufgehoben. Emeliantseva Koller geht systematisch vor, indem sie die Untersuchung in zwei etwa gleich grosse Teile gliedert, die sich jeweils mit einer der beiden zu untersuchenden Gruppen befassen. Unbeantwortet bleibt die Frage, warum die Warschauer Frankisten, als historisch früher angesiedelte Akteure nach dem Tatarinova-Kapitel behandelt werden. In einem vorangestellten einführenden Teil werden die Gesichtspunkte des Vergleichs, das *Tertium Comparationis* erläutert. Ein knappes und eher zu wenig analytisch vorgehendes

Schlusskapitel fasst die Überlegungen Emeliantseva Kollers zusammen. Im Ergebnis liefert Emeliantseva Koller einen Beitrag zur Rekonstruktion historischer Lebenswelten und exklusiver Frömmigkeitspraktiken in zwei besonders konfliktbehafteten Fällen. Da Ihre Quellen nur zu einem kleinen Teil von den Akteuren selbst stammen, hat es einen besonderen Aufwand erfordert, einzelne biographische Profile zu konturieren. Oft können auch nur kollektivbiographische Aussagen getroffen werden. Die von Emeliantseva Koller eingeführten Begriffe der *situativen Religiosität* sowie der *Liminalität* in Bezug auf das ambivalente, rollen- wie kontextabhängige kommunikative Verhalten der historischen Akteure, die zudem regelmässig unter Rechtfertigungszwang gerieten, scheinen besser geeignet als etwa die im Titel verwandten Begriffe *Grenzgänger* und *Glaubensenthusiasten*, Gemeinsamkeiten zwischen beiden Gruppen aufzuzeigen und so den anspruchsvollen Vergleich zu ermöglichen. Imperiale Bezüge beider Gruppen haben für die Untersuchung nur am Rande eine Rolle spielen können. Viel wichtiger wäre es dagegen gewesen, den Rahmen der lebensweltlichen Untersuchungsperspektive gezielt zu verlassen und nach den übergreifenden geistigen bzw. geistlichen Herausforderungen der Zeit zwischen ausklingender Aufklärung und anhebender Neu-Konfessionalisierung im östlichen Europa zu fragen. Offensichtlich wurden Praktiken ekstatischer Frömmigkeit in Warschau wie Sankt Petersburg über soziale und religiöse Grenzen von Lebenswelten hinweg von Frauen wie Männern als Antwort auf letztere Fragen empfunden. Darauf nachdrücklich hingewiesen zu haben, ist das bleibende Verdienst von Emeliantseva Kollers methoden- und theoriengesättigter Studie.

Alexis Hofmeister, München

Karin Orth, **Nichtehelichkeit als Normalität. Ledige badische Mütter in Basel im 19. Jahrhundert**, Göttingen: Wallstein Verlag, 2022, 335 Seiten.

Die Schweiz hatte im 19. Jahrhundert eine vergleichsweise niedrige Nichtehelichkeitsquote bei Geburten. In Basel stieg die Quote nach der Aufhebung der kantonalen Strafbestimmungen und der Aufhebung von Heiratsbeschränkungen durch die Bundesverfassung von 1874, blieb aber weiterhin niedrig. Auch im Jahre 2022 hat die Schweiz mit 24,4 % nichtehelicher Geburten eine der niedrigsten Quoten in Europa. Interessant, dass Baden-Württemberg mit fast gleichen 24,5 % die niedrigste Quote in Deutschland aufweist. Eine interessante historische Kontinuität? Die Studie von Karin Orth beleuchtet in ihrer mikro- und regionalhistorischen Studie über das Leben badischer Mütter in Basel die Situation im 19. Jahrhundert. Der Titel «Nichtehelichkeit als Normalität» gibt das Ergebnis der Studie bereits preis: Die badischen Frauen stellten einen signifikanten Anteil der von den Basler Behörden registrierten nicht verheirateten Mütter.

Mit «Normalität» ist allerdings nicht eine statistische Mehrheit oder gar eine Norm gemeint, betrug doch der Anteil der nichtehelichen Geburten von Badenerinnen an allen nichtehelichen Geburten im Untersuchungszeitraum von 1830 bis 1879 ‹nur› 20,44 % (S. 107).[2] Die Rate ist allerdings fast doppelt so hoch, wie der Anteil aller nichtehelichen Geburten an den Geburten in Basel, der bei 11,28 % lag. Die Badenerinnen brachten also – so Karin Orth – «die Nichtehelichkeit als Lebensform nach Basel» (ebd.). In ihren Herkunftsgebieten «lebten Familien die Nichtehelichkeit» (S. 168) obwohl auch dort – wie in Basel – Behörden und kirchliche Autoritäten diese Lebensformen missbilligten und zu verhindern versuchten. Es waren aber nicht nur die familiären Traditionen, die die Frau-

2 Von 7,95 % am Anfang des Zeitraums stieg der Anteil auf 32,08 % zwischen 1860 und 1869 und sank danach auf 16,56 % zwischen 1870 und 1879.

en in Basel fortsetzten. Vielmehr verhinderten auch gesetzliche Bestimmungen in Basel (Ehegerichtsordnung und Eherecht, Niederlassungsbestimmungen, Heiratsverbote und Bürgerrecht) sowie die ökonomische Lage die Eheschliessung.

Das Buch gliedert sich in zwei Teile. Der erste Teil ist der Badener Herkunftssituation gewidmet. Hier analysiert Orth die geografische und soziale Lage der Frauen, die später in Basel ledig gebaren. Die Hälfte von ihnen stammte aus dem Markgräflerland oder dem Hotzen- und Klosterwald. In zwei Fallstudien untersucht Orth Formen und Traditionen der ehelichen und nichtehelichen Familiengründungen. Im zweiten Teil beschäftigt sich Orth mit den Lebens- und Arbeitsverhältnissen der Badenerinnen in Basel. Aufgrund der gesetzlich vorgeschriebenen Selbstanzeigen für eine nichteheliche Schwangerschaft, geben vor allem die Ehegerichtsprotokolle, die Orth sorgfältig und ausführlich auswertet, ein anschauliches Bild der Lebensumstände der Frauen. Ihre Arbeitsorte waren Basler Fabriken, Privathaushalte und Wirtschaften (S. 114–117). Dabei waren sie erstaunlich oft bereits nach ihrer Ankunft in Basel in Fabriken beschäftigt. Das lässt darauf schliessen, dass sie aufgrund ihrer Verbindungen zu anderen Frauen aus ihrer Gegend, oder auch zu bereits in Basel lebenden Familienangehörigen nicht unbedingt auf die Wohnmöglichkeiten angewiesen waren, die sie als Dienstbotinnen erhalten hätten. Auch «passte» die Vorbildung durch die Textilverarbeitung in ihren Herkunftsgebieten und der Bedarf der Basler Textilfabriken offensichtlich gut zusammen (S. 115). Allerdings wechseln die Badenerinnen oft zwischen der Arbeit in Fabriken, Privathaushalten oder Wirtschaften. In allen Bereichen aber können die Arbeitsverhältnisse als prekär bezeichnet werden. Die Geburt eines Kindes verstärkte diese Prekarität. Um die Arbeitsstelle nicht zu verlieren, verheimlichten Frauen die Schwangerschaft so lange wie möglich, sie versuchten abzutreiben oder in Ausnahmefällen das Kind bei oder nach der Geburt sterben zu lassen. Überlebte das Kind – die Sterblichkeitsrate war hoch – blieb es selten bei der Mutter. Es wurde zu Kostgeberinnen gebracht, sehr oft bei Verwandten in der badischen Heimat «verkosgeldet».

Die Verhandlungen vor dem Ehegericht veranschaulichen die schwierige Situation der Frauen. Hier werden aber auch verschiedentlich die Väter und die Beziehungen zwischen den Eltern sichtbar. Die Väter stammen meist aus der gleichen Region wie die Frauen, fast immer aber haben sie die gleichen, unsicheren Aufenthaltsrechte. Orths Frage, warum die Basler Behörden in dieser «misogynen Gesellschaft» überhaupt ein Interesse daran hatten, die Vaterschaft festzustellen (S. 174, Anm. 90) und z. B. in Vaterschaftsklagen nicht selten den Frauen zu ihrem Recht verhalfen, ist wohl auch damit zu beantworten, dass die erhofften Alimente das Armutsrisiko der Frauen – und allenfalls den Anspruch an Armenbehörden oder Waisenversorgung – verhindern sollten. Deutlich wird hier aber auch, was «Nichtehelichkeit als Normalität» bedeutete: Es ging den Paaren – und zwar den Männern aber auch den Frauen – oft nicht darum zu heiraten. Zwar waren es nicht selten die behördlichen Hürden, die das verhinderten. Aber teilweise wirkte – so Orth – deren Anführung als Ausrede, wenn man in einer Eheschliessung keinen Sinn sah. Nur zu heiraten, um gesellschaftlichen Ansprüchen zu genügen, war im Sinne dieser «Normalität» nicht nötig oder sinnvoll (S. 168 f.).

Hier wäre ein Vergleich interessant. Wie stark unterschied sich ihre Lebenssituation und ihr Sexualverhalten von dem von Frauen aus anderen ländlichen Regionen der Schweiz, die nach Basel eingewandert waren? Oder anders formuliert, wie viel war der «Tradition der Nichtehelichkeit» geschuldet, wie viel war allgemeiner ländliche Herkunft und soziale Schicht?

Die badischen Frauen «unterliefen» das Basler Eherecht, das nichteheliche Sexualbeziehungen verbot, unter Strafe stellte und mit Ausweisung bedrohte (S. 297). In der Schlussbetrachtung fragt Karin Orth danach, ob dieser Haltung eine spezielle «Freiheitliebe» zugrunde liege. Es sei aber – so ihr Fazit – nicht Widerstand gegen gesellschaftliche Normen und auch keine «vorgezogene sexuelle Revolution» (S. 298). Deutlich zeigt Orth, dass die These, die z. B. von Tilly und Scott in den siebziger Jahren vertreten wurde, zumindest hier nicht zutrifft. Diese These besagt, dass Frauen, die vom Lande in die Stadt zogen, die ländlichen Eheanbahnungsformen beibehielten, zu denen sexuelle Kontakte in Hinblick auf eine Eheschliessung gehörten, in ihrer Erwartung dann aber getäuscht wurden, da die gesellschaftliche Kontrolle des Dorfes fehlte. Die Badenerinnen hatten oft keine Eheschliessung erwartet. Dass sie unverheiratet blieben, war kein «Bruch mit einer vom Dorf bekannten Lebensform, sondern […] deren Fortsetzung» (S. 298). Sie orientierten sich in «erstaunlich geringem Mass» an bäuerlichen, kirchlichen oder bürgerlichen Sexualnormen (ebd.).

Karin Orth hat mit ihrer dichten Beschreibung, der genauen Analyse vielfältiger Quellenbestände, ausgezeichnete Einblicke in die Lebensverhältnisse einer Gruppe von Frauen ermöglicht, die keine Selbstzeugnisse hinterlassen haben. Sie legt gleichzeitig die Konstruktion regionaler Beziehungen offen, aber auch den letztlich gescheiterten Versuch von Behörden, Einwanderung zu steuern. Es sind die Frauen, die unter diesen Versuchen leiden – oder vielleicht sogar noch stärker, ihre Kinder – wie die Autorin in einem Nebensatz für die Wünschbarkeit weiterer Untersuchungen andeutet (S. 301 und Anm. 9).

Regina Wecker, Basel

Susanne Businger, Nadja Ramsauer, **Fürsorgerische Zwangsmassnahmen im Kanton Uri**, Altdorf: Gisler 1843 AG, 2022 (Historisches Neujahrsblatt 2022, 122. Heft, Beiträge zur Urner Geschichte, Bd. 1), 155 Seiten, 20 Abbildungen, 5 Grafiken.

Mit Blick auf die klassischen Heim- und Anstaltskantone wie beispielsweise der Kanton Bern erscheint der Kanton Uri zunächst als Randphänomen. Doch die vorliegende Studie zu den fürsorgerischen Zwangsmassnahmen zwischen 1850 und 2013 zeigt auf, von welchem Interesse die Urner Geschichte für das Verständnis der gesamtschweizerischen Sozialgeschichte ist.

Es handelt sich um ein Auftragswerk des Historischen Vereins Uri, der mit der Auswahl der im Forschungsfeld bekannten Autorinnen ein gutes Händchen bewies. Eine Gesamtstudie wie diese liegt nur für wenige Kantone vor. Die Veröffentlichung als Neujahrsblatt, die sich primär an ein interessiertes Laienpublikum im Kanton richtet, hat ein angenehm lesbares Format und Umfang. Satz und Gestaltung sind in diesem Kontext positiv hervorzuheben, ebenso die zahlreichen, wenn auch oft rein illustrativen, Abbildungen. Gleichzeitig bleibt der wissenschaftliche Anspruch stets erhalten und wird unter anderem mittels genauer Quellenbelege in den Fussnoten umgesetzt.

Ziel der Publikation ist es, eine Aufarbeitung der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen in Uri in einem Untersuchungszeitraum von rund 160 Jahren zu leisten. Im Fokus stehen die Betroffenen, ihr individuelles Erleben der Platzierungen in Heimen und Anstalten sowie die Auswirkungen auf ihren weiteren Lebensverlauf. Dabei soll auch die Zahl der fürsorgerischen Zwangsmassnahmen eruiert werden. Weiter wird danach gefragt, mit welchen Begründungen die Behörden solche Massnahmen verfügt haben (S. 10).

Die Autorinnen werteten im Rahmen der Studie den gesamten Bestand des Staatsarchivs Uri «zu den administrativen Versorgungen und Anstaltsanweisungen» (S. 12) und einen Teil der Akten des Kinderheims Altdorf aus. Ausserdem analysierten sie Archivalien zu Landesverweisungen von Ausländer*innen, interkantonalen Heimschaffungen, Wirtshausverboten und sozialpolitischen Veränderungen ab den 1970er Jahren. Ebenfalls flossen die Auswertung von personenbezogenen Akten und Gemeinderatsprotokollen aus fünf Urner Gemeinden sowie vier Interviews zu Erfahrungen in Kinder- und Jugendheimen in die Untersuchung ein. Es werden keine weiteren Ausführungen zur Methode oder Theorie gemacht. Dieser Umstand ist wohl dem Charakter der Publikation geschuldet und tut der Qualität keinen Abbruch. Lediglich die gewählte chronologische Einteilung und die zeitlichen Abläufe hätten stellenweise besser erläutert werden können.

Die Studie gliedert sich in drei Teile. Der erste Teil (S. 14–43) setzt sich mit der kantonalen Armenpolitik und den damit verbundenen Anstaltsversorgungen aus finanziellen Erwägungen zwischen 1850 und 1945 auseinander. Der zweite und längste Teil (S. 46–129) befasst sich mit den administrativen Versorgungen und Heimeinweisungen von Kantonsangehörigen zwischen 1906 und 1976. Der dritte Teil (S. 132–141) untersucht schliesslich die sozialpolitischen Veränderungen von 1970 bis 2013.

Der erste Teil bietet eine gute historische Herleitung der politischen und sozialen Verhältnisse des Kantons Uri ab der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts. Die Armenfürsorge lag in kommunaler Kompetenz, wurde aber auf Grund der mangelnden Geldmittel von privater und kirchlicher Hand ausgerichtet (S. 18). Das Kapitel besticht durch eine interessante Schwerpunktsetzung (z. B. Ehebeschränkungen, ledige Mütter, Armenhäuser, Landesverweise italienischer Staatsbürger*innen) und der Kontextualisierung zur gesamtschweizerischen Entwicklung, wobei unter anderem die kantonale Armengesetzgebung 1897 (S. 23) und die Einführung des ZGB 1912 (S. 37–43) berücksichtigt wird.

Der zweite Teil zu den administrativen Versorgungen und den Heimplatzierungen ist das Kernstück der Studie. Die quantitative Auswertung ergab eine Gesamtzahl von 340 administrativ Versorgten im Zeitraum von 1905 bis 1970 (S. 56). Es wird deutlich, dass Uri, wie andere ländlich geprägte, katholische Kantone, die administrativen Versorgungen weitaus länger anwandte als Kantone mit städtischen Ballungszentren (S. 58). Zudem wird eine starke Kontinuität der Begründungen für die Verfügung von Massnahmen (z. B. Arbeitsscheue oder Trunksucht) sowie der Zahl der administrativen Versorgungen aufgezeigt (S. 65). Entsprechend spät und langsam erfolgte ihre Abschaffung (S. 94–96). Bei der Versorgung von Kindern fällt insbesondere der bis um die Jahrtausendwende andauernde Einsatz der Ingenbohler Schwestern im Kinderheim Uri ins Auge, der zu strengen Verhältnissen und einem «Nebeneinander von Beharren und Innovation» (S. 129) führte. Zudem war das Heim «multifunktional», das heisst, es wurde unter anderem auch für die Unterbringung von Kindern mit Behinderung genutzt (S 107–110).

Der dritte Teil schlägt einen gelungenen Bogen von den 1970er Jahren bis zur Reform des Kindes- und Erwachsenenschutzrechts 2013. Diese Art von Kontextualisierung ist neben der genauen Aufarbeitung die grosse Stärke der gesamten Studie. Die Elemente der Fürsorge werden unter Bezugnahme der aktuellen Literatur ausgesprochen gekonnt in den gesamtschweizerischen Kontext eingebunden und laden so immer wieder zu Vergleichen und Reflexionen ein.

Die Studie verdeutlicht, dass das behördliche Handeln, wenn es auch aus heutiger Sicht als unverhältnismässig oder unrecht einzustufen ist, auf rechtsstaatlichen Prinzipien abgestützt war und von den allgemeinen Moralvorstellungen der Gesellschaft getragen

wurde. Gleichzeitig machen unter anderem die mangelnde Einhaltung der Verfahrensabläufe und die Verhältnisse in Anstalten und Heimen zahlreiche Unzulänglichkeiten im grösstenteils von Laien getragenen Fürsorgewesen deutlich. Die sehr lesenswerte Studie zeichnet ein interessantes und vielschichtiges Bild der Urner Geschichte, die sich, ländlich und katholisch geprägt, auch hervorragend als Vergleichsfolie für Studien zu anderen Kantonen eignet.

Miriam Baumeister, Basel

Thomas Meier, Sabine Jenzer, Martina Akermann, Birgit Christensen, Judith Kälin, Valérie Bürgy, **Fürsorgen, vorsorgen, versorgen. Soziale Fürsorge im Kanton Zug von der Mitte des 19. Jahrhunderts bis in die Gegenwart**, Zürich: Chronos Verlag, 2022, 528 Seiten, 70 Abbildungen.

Fürsorgerische Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz wurden in den letzten Jahren breit erforscht. Zunächst befassten sich Studien mit der repressiven Seite des sich ausdifferenzierenden Sozialstaats. Die bundesrätlichen Entschuldigungen von Evelyn Widmer-Schlumpf (2010) bei administrativ versorgten Menschen und Simonetta Sommaruga (2013) bei ehemaligen Verdingkindern und Opfern von fürsorgerischen Zwangsmassnahmen führten dazu, dass sich auch die Politik dem Thema widmete. 2014 setzte das eidgenössische Parlament die unabhängige Expertenkommission «Administrative Versorgung» ein, 2017 lancierte der Schweizerische Nationalfonds das Nationale Forschungsprogramm «Fürsorge und Zwang» (NFP 76). Mehrere Kantone zogen nach und gaben ebenfalls Forschungsprojekte in Auftrag.[3]

Der Kanton Zug liess «die Geschichte der sozialen Fürsorge» (S. 12) von der Mitte des 19. Jahrhunderts bis in die Gegenwart von einem Autor:innenkollektiv aufarbeiten. Der Anspruch des Bandes ist es, «alle von der Gesellschaft bereitgestellten Angebote und Massnahmen für Menschen in Notlagen» (S. 15), zu untersuchen. Im Gegensatz zu anderen Studien nimmt diese also nicht «nur» die Fürsorge in den Blick, sondern auch die Sozialversicherungen. Damit habe sie «Pioniercharakter» (S. 469), wie die Autor:innen im Fazit unterstreichen. Tatsächlich befasste sich die Forschung bislang entweder mit der Fürsorge als zweiten sozialstaatlichen Pfeiler oder den Sozialversicherungen, wobei insbesondere die Sozialhilfe kaum erforscht ist.

Im ersten Kapitel kommen zunächst Fürsorgebetroffene und -beteiligte zu Wort – wobei Erfahrungen mit Versorgungen und Heimplatzierungen den Schwerpunkt bilden – sowie Personen, die in der Fürsorge tätig waren. Ausgeblendet bleiben dabei die Erfahrungen von Menschen, die auf Sozialhilfe angewiesen waren, aber keine fürsorgerischen Zwangsmassnahmen erfahren mussten. Das zweite Kapitel beschäftigt sich mit der Sozialgesetzgebung, welche die Armenfürsorge, das Vormundschaftswesen und das Sozialversicherungsrecht umfasst. Kapitel drei und vier widmen sich den Verfügungen, Institutionen und Akteuren der Fürsorgelandschaft, Kapitel fünf behandelt den Alltag in Einrichtungen der sozialen Fürsorge. Das Fazit schliesslich beleuchtet Umbrüche und Kontinuitäten der Zuger Fürsorge.

Die Autor:innen zeichnen nach, wie sich die Fürsorge von der ersten staatlichen Absicherung von Armutsrisiken bis zur Sozialgesetzgebung des Wohlfahrtsstaats entwickelte. Mit der «Verordnung über den Gassenbettel» von 1845 verknüpfte Zug ein Bettel-

3 Neben Zug die Kantone Basel-Stadt, Nidwalden, Schaffhausen, Uri und Zürich. Einige Projekte laufen noch.

verbot erstmals mit der Pflicht des Kantons bzw. der Heimatgemeinden zur Unterstützung armengenössiger Bürgerinnen und Bürger. 1984 trat das Gesetz über die Sozialhilfe anstelle des 1880 erlassenen Armengesetzes. Schlecht abgesichert gegen Armutsrisiken blieben «Fremde», also Menschen ohne Bürgerrecht wie Ausländer:innen und «Flüchtlinge».

Der Föderalismus, das Prinzip der Subsidiarität, also die Delegation staatlicher Aufgaben an die niedrigst mögliche Ebene, und die Verschränkung staatlicher, parastaatlicher und privater Stellen sind Charakteristika des schweizerischen Wohlfahrtstaats, wie die bereits bestehende Sozialstaatsforschung dargelegt hat.[4] Die entsprechende Gestaltung der sozialen Sicherheit und die damit verbundenen Kompetenzregelungen sind auch in Zug ersichtlich. Überraschend ist, wie persistent die Inkorporation Privater in die Staatstätigkeit bis heute bleibt. Neben der Asylpolitik baut auch die Sozialhilfe auf älteren fürsorgerischen Strukturen auf, wie Kapitel 2 zeigt. Wie früher hätten die Sozialbehörden dabei einen «grossen Ermessensspielraum» (S. 73).

Kapitel 3 befasst sich u. a. mit der quantitativen Dimension der Fürsorge. Neben der «materiellen Hilfe» (S. 191) umfassen fürsorgerische Massnahmen auch solche mit Zwangscharakter, also die Unterbringung sowohl von Erwachsenen als auch Minderjährigen in Heimen, spezialisierten Einrichtungen wie Arbeitsanstalten und psychiatrischen Kliniken. Statistisch ausgewiesen werden nur die 599 administrativen Versorgungen, die vom Regierungsrat zwischen 1881 bis 1954 vorgenommen wurden. Die gesamte Dimension ist nicht abzuschätzen, weil die Anzahl anderweitiger Einweisungen wie die der Vormundschaftsbehörden oder Freiheitsentzüge aufgrund des Trinkerfürsorgegesetzes nicht bekannt ist (vgl. S. 213).

1981 ersetzte die Revision des ZGB schweizweit die administrative Versorgung durch das Instrument der fürsorgerischen Freiheitsentziehung (FFE), 2013 folgte die fürsorgerische Unterbringung (FU). Administrative Versorgungen verschwanden also nicht. Zwischen 2006 bis 2018 wurden in Zug aufgrund dieser Gesetze noch jährlich 133 bis 245 Betroffene versorgt. Die einweisenden Instanzen verschoben sich im 21. Jahrhundert von Behörden und anderen Instanzen zu der Medizin und der Psychiatrie, wie eine instruktive Grafik verdeutlicht (vgl. S. 218). Solche Bezüge in die Gegenwart sind aufschlussreich, weil sie zum einen auf die Kontinuität von auf Zwang beruhenden fürsorgerischen Mitteln verweisen. Zum anderen verdeutlichen sie Verschiebungen: Die Psychiatrie nahm in der Vergangenheit eine beratende Funktion im Fürsorgedispositiv ein, heute ist sie offenbar die erste Instanz, die über administrative Gesetze die persönliche Freiheit von Menschen einschränkt.

Im Fazit verweisen die Autor:innen auf das Paradox, dass mit der gesellschaftlichen Liberalisierung und Pluralisierung eine «gesetzliche Normierung» einsetzte (S. 469). Neben der Ausweitung von Massnahmen wie beispielsweise dem Ausbau des Beratungswesens oder dem Einsatz von Medikamenten professionalisierte sich die soziale Fürsorge. Doch trotz des Ausbaus der Handlungsmöglichkeiten der Betroffenen existieren auch weiterhin ordnungspolitische Motive.

Der Anspruch der Studie, einen umfassenden Einblick in die fast zweihundertjährige Geschichte der Fürsorge des Kantons Zug zu geben, ist ambitioniert. Die Sozialversicherungen, Fürsorge, Einrichtungen, private und staatliche Akteur:innen und die Erfah-

4 Vgl. z. B. Matthieu Leimgruber, Martin Lengwiler, Die Transformation des Sozialstaats im Zweiten Weltkrieg. Die Schweiz im internationalen Vergleich, in: dies. (Hg.), Umbruch an der «inneren» Front. Krieg und Sozialpolitik in der Schweiz, 1938–1948, Zürich 2009, S. 9–46.

rung Betroffener werden in für sich stehende Kapitel punktuell und beispielhaft behandelt, zuweilen fehlt aber die Kohärenz. Verstrickungen und Überschneidungen zwischen Massnahmen der Sozialversicherungen und der Fürsorge, aber auch zwischen Behörden, etwa Armenbehörde und Vormundschaft, bleiben unscharf. Auch das Changieren der Zuständigkeiten zwischen Bund, Kanton und Gemeinden könnte stärker herausgearbeitet werden. Dies relativiert zwar den «Pioniercharakter» des Buchs, schmälert aber dessen Ansatz nicht. Eher animiert es zu weiterführenden Studien zur ambivalenten Geschichte des schweizerischen Wohlfahrtsstaats und seinem Schwanken zwischen Disziplinierung und Unterstützung. Die Verschränkungen der Sozial- und Fürsorgepolitik sind komplex, das zeigt der Fall Zug einmal mehr.

Mirjam Janett, Zürich

Jan-Philipp Horstmann, **Halbamtliche Wissenschaft. Internationale Statistikkongresse und preußische Professorenbürokraten**, Paderborn: Schöningh, 2020, 312 Seiten.

Hinter dem Titel «Halbamtliche Wissenschaft» von Jan-Philipp Horstmann verbirgt sich eine Untersuchung zur zentralen Frage des Verhältnisses von Wissenschaft und Politik. Am Beispiel des Internationalen Statistischen Kongress (ISK) und seiner Nachfolgeorganisation, dem Internationalen Statistischen Institut (ISI) untersucht Jan-Philipp Horstmann, wie internationale Diskurse der Statistik Eingang in die nationale staatliche Verwaltungsstruktur gefunden haben. In dem er einen wissenschafts- und institutionsgeschichtlichen Zugang verbindet, untersucht Horstmann die historischen Bedingungen, die für die Institutionalisierung der Statistik von Bedeutung waren. Der Autor hinterfragt die Strukturen und Rahmenbedingungen statistischer Konstruktion einer stark national geprägten Wissenschaft, die ihre Datengrundlage in erste Linie aus national geprägten Kontexten zieht, gleichzeitig aber der zunehmenden Internationalisierung und Standardisierung unterworden ist.

Mit seinem auf seiner St. Galler Dissertation beruhenden Buch will Horstmann einen Beitrag leisten, die Geschichte der internationalen Statistik von der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts bis zum Ersten Weltkrieg aufzuarbeiten. Die Untersuchung ist ein wichtiger Baustein, die Rolle der Statistik in der Politik besser zu verstehen und steht damit im Kontext der Werke von Alain Desrosières, Adam Tooze, Theodor M. Porter und Nico Randeraad. Gleichzeitig untersucht Horstmann die Wechselwirkung zwischen internationalen Organisationen und Kongressen und nationalstaatlichen Institutionen und bewegt sich hier in der neueren Forschungstradition globalgeschichtlicher Untersuchungen.[5]

Das Buch gliedert sich in drei Hauptkapitel, Einleitung und Schluss. Im ersten Hauptkapitel untersucht Horstman die «Akademisierung und Veramtlichung» der Statistik und die Veränderung des statistischen Wissenschaftsbegriffs vom 18. bis ins 19. Jahrhundert. Der Autor zeichnet hier die wissenschaftshistorischen Entwicklungen in Preussen nach und erweitert den Blick anschliessend auf die Entwicklung der Statistik in den europäischen Nachbarländern und den USA. Im zweiten Hauptkapitel begibt sich die Untersuchung auf die internationale Ebene und rückt den Expertenaustausch und inter-

5 Vgl. u. a. Madeleine Herren, Internationale Organisationen seit 1865. Eine Globalgeschichte der internationalen Ordnung, Darmstadt 2009; Isabella Löhr, Die Globalisierung geistiger Eigentumsrechte. Neue Strukturen internationaler Zusammenarbeit 1886–1952, Göttingen 2010; Matthieu Leimgruber, Matthias Schmelzer, The OECD and the International Political Economy since 1948, Basingstoke 2019.

nationale Wissenschaftsbeziehungen in den Fokus. Dabei zeigt Horstmann, dass sich die internationalen Experten der Statistik zu einer transnationalen Gemeinschaft zusammenfanden und untersucht, wie «[…] der Expertenaustausch in Form von internationalen Kongressen oder anderen Versammlungsarten […] nicht nur Ausdruck einer übergreifenden Tendenz der Internationalisierung, sondern auch der Normierung gesellschaftlicher Handlungsmuster» (S. 158) war. Wissenschaftliche Experten werden hier zu «Standardisierern und Reformern», die auf der transnationalen Ebene «einheitliche Normen und Standards» erarbeiteten, Einblicke in die Verwaltungspraxis anderer Staaten erhielten (S. 159) und auf nationaler Ebene eine «technokratische Staatsintervention» vorantrieben. Die Funktionsweisen des transnationalen Austauschs innerhalb der Expertennetzwerke und das Hineinwirken in die nationale Politik funktionierte im Bereich der Statistik damit analog zu anderen Wissenschaftsbereichen wie Volkswirtschaft, Versicherungsmathematik oder Rechtswissenschaften. Wie der Internationalisierungsprozess die Ideen und Reformen in den statistischen Ämtern Preussens und Deutschlands beeinflusste, untersucht das letzte Hauptkapitel. Hier wird nochmals deutlich, dass der «internationale Vergleich […] einen entscheidenden Schritt für die Etablierung der Statistik als anerkannte universale Wissenschaftsdiziplin» (S. 89) bedeutete. Das letzte Hauptkapitel schliesst mit einem Unterkapitel zur Europäisierung und Globalisierung und zeigt nochmals das «politische Interventionspotential der Statistik» auf.

Jan-Philipp Horstmann taucht in seiner Untersuchung der Entwicklung und Etablierung der statistischen Wissenschaften tief in das reichhaltige Quellenmaterial ein (S. 21). Mitunter ist die Untersuchung so nah am Gegenstand, dass sich offenbar keine ordnenden Überschriften mehr finden liessen: Während Kapitel 1–3 und Kapitel 5 ausführliche thematische Überschriften aufweisen, gliedern sich die Unterüberschriften der sechs Unterkapitel des 4. Kapitels jeweils in «Erste Frage»; «Zweite Frage» usw. (S. 177–254). Dies wirkt sich zwar nicht unbedingt förderlich auf die Übersichtlichkeit des Buches aus, tut aber der inhaltlichen Leistung keinen Abbruch. Denn Horstmann zeichnet nicht nur minutiös die ideengeschichtlichen Grundlagen der Wissenschaft der Statistik im nationalen Kontext nach, sondern zeigt auf, wie die Statistik über den internationalen Vergleich einen Bedeutungsgewinn als Wissenschaft erfuhr. Die junge Wissenschaft befand sich dabei öffentlich immer wieder im Spannungsfeld akademischer und amtlicher Interessen. Horstmann untersucht dazu Akteurskonstellationen, Organisationen, Diskurse, Beschlüsse und Wirkungen des internationalen statistischen Austausches und ordnet sie in den Kontext nationaler Reformprozesse der Amtsstatistik ein. Damit setzt sich seine Untersuchung deutlich von den zahlreichen Arbeiten der Globalgeschichte ab, die bei der Untersuchung internationaler Kongresse häufig auf der transnationalen Ebene verharren. Horstmann gelingt es, mit seinem Untersuchungsgegenstand die transnationale Ebene mit der nationalen zu verbinden und erweitert somit auch den Horizont einer sonst häufig in der nationalen Institutionen- oder Ideengeschichte beschränkten Geschichtswissenschaft. Dass sich diese Herangehensweise nicht mühelos in den Kontext bestehender Theorien einordnen lässt, wird im Verlauf der Arbeit deutlich und hätte nochmals Erwähnung finden dürfen, anstatt dem Versuch der Einordnung zu unterliegen und den Untersuchungsgegenstand pflichtbewusst zwischen die Traditionen der Transfergeschichte und *histore croisée* einzuordnen. Auch fallen Untersuchungsgegenstand und Einordnung in den theoretischen Rahmen gelegentlich auseinander. So werden zwar die zentralen Autoren wichtiger Konzepte wie Peter Haas transnationale Expertennetzwerke (S. 90)

genannt, jedoch fehlt im weiteren Textverlauf häufig der Rückbezug auf den theoretischen Rahmen.

Jan-Philipp Horstmann leistet mit seiner Arbeit einen wichtigen Beitrag, die Interdependenz wissenschaftlicher, amtlicher und politischer Entwicklung zu verstehen und zeigt die Schwierigkeiten einer Wissenschaftsdisziplin auf, internationale Vergleichbarkeit auf der Basis der höchst diversen nationalen Grundlage zu schaffen. Mit einem Bogen in die Gegenwart gelingt es dem Autor, die nicht zu überschätzende Bedeutung der Statistik für politische Prozesse in Erinnerung zu rufen (S. 267). Anstatt also den Einfluss von Expertengruppen auf politische Entscheidungsprozesse durch Wissensautorität und Nähe zu politischen Entscheidungsträgern zu begründen,[6] zeigt Horstmann, dass das Geflecht Wissenschaft und Politik in Wahrheit weit komplexer ist. Seine Untersuchung zur «halbamtlichen Wissenschaft» der Statistik zeigt einmal mehr, dass in der Geschichte (werdender) Demokratien den Verwaltungen eine noch immer unterschätzte und zu wenig untersuchte Bedeutung zukommt, die noch weitere Aufmerksamkeit verdient.

Milena Guthörl, Zürich

Rita Hofstetter, Érhise (dir.), **Le Bureau international d'éducation, matrice de l'internationalisme éducatif (premier 20e siècle)**, Bruxelles: Peter Lang, 2022 (coll. Exploration), 706 pages, 56 ill. en couleurs, 36 ill. n/b, 15 tableaux.

S'appuyant notamment sur des recherches menées dans le cadre d'un projet financé par le FNS,[7] cette monographie collective, publiée également en *Open Access*, propose une histoire globale des premières décennies du Bureau international d'éducation (BIE), un acteur clé – principale démonstration de l'ouvrage – de la genèse de l'internationalisme éducatif durant l'entre-deux-guerres. Fondée en 1925, cette institution, qui devient dès 1929 la première organisation intergouvernementale permanente en éducation, comble

6 Ernst B. Haas, Beyond the Nation-State. Functionalism and International Organization, Stanford 1964; Ariane Leendertz, Experten. Dynamiken zwischen Wissenschaft und Politik, in: Das Soziale ordnen. Sozialwissenschaft und gesellschaftliche Ungleichheit im 20. Jahrhundert, Frankfurt a.M. 2012, S. 337–369; Lutz Raphael, Experten im Sozialstaat, in: Günther Hockerts (Hg.), Drei Wege deutscher Sozialstaatlichkeit. NS-Diktatur, Bundesrepublik und DDR, München 1998, S. 231–258; ders., Die Verwissenschaftlichung des Sozialen als methodische und konzeptionelle Herausforderung für eine Sozialgeschichte des 20. Jahrhunderts, in: Geschichte und Gesellschaft 22, 1996, S. 165–193; Anette Schlimm, Ordnungen des Verkehrs. Arbeit an der Moderne – deutsche und britische Verkehrsexpertise im 20. Jahrhundert, Bielefeld 2011; Margit Szöllösi-Janze, The Scientist as Expert. Fritz Haber and German Chemical Warfare during the First World War and Beyond, in: Friedrich Bretislav u.a. (Hg.), 100 Years of Chemical Warfare. Research, Deployment, Consequences, Heidelberg 2017; dies., Politisierung der Wissenschaften – Verwissenschaftlichung der Politik. Wissenschaftliche Politikberatung zwischen Kaiserreich und Nationalsozialismus, in: Stefan Fisch, Wilfried Rudloff (Hg.), Experten und Politik wissenschaftliche Politikberatung in geschichtlicher Perspektive, Berlin 2004 (Schriftenreihe der Hochschule Speyer 168), S. 79–100.

7 Dirigé par Rita Hofstetter et Joëlle Droux, ce projet FNS, intitulé «Le Bureau International d'Éducation (BIE): un laboratoire de l'internationalisme éducatif (1919–1952)», a également débouché sur la réalisation de trois thèses de doctorat: Cécile Boss, Une histoire des pratiques de comparaison au Bureau international d'éducation. Contextes et trajectoires collectives (1925–1945), 2022 (DOI 10.13097/archive-ouverte/unige:164477); Émeline Brylinski, Recommander l'utopie? Construction d'une coopération intergouvernementale par le Bureau International d'Éducation au milieu du 20e siècle, 2022 (DOI 10.13097/archive-ouverte/unige:164046); Clarice Loureiro, La coopération pédagogique promue par le Bureau International d'Éducation (BIE): les interconnexions avec l'Amérique Latine (1925–1952).

un secteur alors négligé par la Société des Nations (SDN): la promotion de la paix par la science et l'éducation. Précurseur de l'UNESCO, le BIE en devient une agence technique en 1952.

Cette monographie collective interroge sous trois angles complémentaires l'histoire de ce «laboratoire de l'internationalisme éducatif». La première partie éclaire la genèse et l'institutionnalisation du BIE. On y apprend comment l'Institut Rousseau s'est profilé, dans un contexte très concurrentiel, comme l'inspirateur et le siège idéal pour accueillir cet organisme international (chapitre 1). Les premières années sont marquées par la volonté de définir le rayon d'action du Bureau et la quête de reconnaissance auprès de l'ensemble des acteurs œuvrant en faveur de l'éducation à la paix (chapitre 2). À partir des années 1930, le BIE prend un virage intergouvernemental (chapitre 3) et cette reconfiguration a des implications non seulement sur le plan de son fonctionnement et de ses relations avec le gouvernement suisse, mais aussi en termes de positionnement et de rivalités («internes» avec l'Institut Rousseau, par exemple, ou externes avec le Bureau international du travail, la SDN, l'Institut international de coopération intellectuelle, etc.). Pendant la guerre, il réoriente ses activités en direction des prisonniers de guerre (chapitre 4). Cherchant à entretenir des relations avec la toute jeune UNESCO, il déploie différentes stratégies pour continuer à exister et être reconnu par la nouvelle organisation internationale: le réseautage, le soutien du Conseil fédéral, les relations avec les pays d'Europe de l'Est et l'URSS et la mise en avant d'une expertise spécifique (chapitre 5). À la suite de l'accord passé avec l'UNESCO, le BIE met en place un centre mondial de documentation pédagogique, une collection de manuels scolaires et une exposition permanente de l'instruction publique. La première partie de l'ouvrage se clôt sur un chapitre captivant, spécifiquement consacré aux Conférences internationales de l'instruction publique, mode d'action central du BIE (chapitre 6).

La deuxième partie se concentre sur les causes défendues par ce Bureau et les méthodes qu'il convoque pour les soutenir: la prolongation de la scolarité obligatoire et l'accès aux filières du secondaire (chapitre 7), la création de classes spéciales et la «ruralisation» des programmes dans les campagnes (chapitre 8), la question de l'éducation préscolaire (chapitre 9), l'adaptation des curricula et des manuels scolaires (chapitre 10), les pratiques éducatives langagières (chapitre 11), la formation des enseignants et leurs conditions de travail (chapitre 12). Les auteurs·trices s'intéressent aussi à la façon dont le BIE navigue entre les positions gouvernementales et la situation géopolitique du moment, à ses succès, ses échecs et ses silences, comme la question de l'accès des filles à l'école qui n'est (quasiment) pas thématisée.

La troisième et dernière partie propose une cartographie de l'internationalisme éducatif en analysant les interconnexions du BIE avec des réseaux très divers comme les mouvements de l'éducation nouvelle (chapitre 13), les associations enseignantes (chapitre 14) ou les associations féminines et féministes (chapitre 15). Ces relations fonctionnent certes largement sur un mode *win-win* mais elles expriment aussi de fortes concurrences autour de l'enfance et de l'éducation. Avec les deux chapitres suivants, on change d'échelle. En partant de l'étude des trajectoires individuelles des principaux acteurs œuvrant au sein du BIE (113 personnalités), le chapitre 16 met en lumière, par une analyse croisée très fine, leurs réseaux de sociabilité. Dans le chapitre 17, l'auteure brosse un portrait de groupe des délégués d'États qui sont membres du conseil et du comité exécutif du BIE. Malgré un tournus important, un petit noyau de fidèles «supporters» se dessine: une douzaine de personnes représentant essentiellement le canton de Genève, l'Égypte, la

Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Espagne. Le dernier chapitre du livre est essentiel pour comprendre les contours géographiques effectifs et «mentaux» du BIE. L'insistance du BIE se fait plus forte auprès des États d'Europe de l'Ouest (affinités culturelles) et des États-Unis (reconnus sur le plan de l'éducation et de la pédagogie), ainsi que d'Europe centrale (relations étroites de l'Institut Rousseau avec ces pays). Puis viennent les pays d'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique apparaissant comme des régions du monde secondaires dans l'esprit des responsables du BIE.

Cette monographie collective, auquel ont participé près d'une vingtaine de chercheuses et chercheurs, se distingue par sa grande cohérence et son unité. Exemplaire dans sa façon de faire dialoguer les différents expert·es impliqués, ce projet éditorial est le résultat, sans aucun doute, de la forte et longue tradition de collaboration menée au sein de l'Équipe de recherche en histoire sociale de l'éducation (Érhise), sous la houlette de Rita Hofstetter et Joëlle Droux. Ces auteur·trices ont su rendre l'histoire du BIE passionnante, d'une part, en mettant en avant les acteurs·trices de cette institution, mais aussi ses liens avec des réseaux hétéroclites, d'autre part, en ponctuant le texte d'exemples concrets et d'études de cas qui font voir de près les mécanismes et les rapports de force et, finalement, en démontrant que cette histoire n'est pas lisse, en mettant l'accent sur les apories et les difficultés que rencontre le BIE les premières années (ressources financières restreintes et non pérennes, ampleur démesurée de la tâche, rivalités, etc.). Ces éléments permettent de prendre du recul par rapport aux discours officiels du BIE, ainsi qu'aux objectifs qu'il avance, et de pondérer l'impact de cette organisation dans l'arène internationale. Au fil des 700 pages, les auteurs·trices mêlent de manière fructueuse approches qualitative et quantitative (enquête biographique et prosopographique, approche relationnelle, trajectoire croisée, analyse de réseaux et visualisation de données). Signes de la richesse de l'objet étudié et reflets des connaissances élargies des contributeurs·trices, 15 encarts et 19 portraits offrent un autre niveau de lecture. Au centre de l'ouvrage, un livret iconographique propose également un survol en images des premières décennies du Bureau international d'éducation. Reste une question qui n'est pas totalement résolue à l'issue de la lecture: dans quelle mesure la posture du BIE, face aux causes qu'il porte et aux défis qui se posent, est-elle avant-gardiste? Ou alors, son action s'inscrit-elle avant tout dans le sillage de tendances déjà bien affirmées? En définitive, cet ouvrage est l'aboutissement de recherches collectives très sérieuses et extrêmement stimulantes, qui reposent sur une vaste littérature scientifique et sur une base documentaire très large, qui va bien au-delà des archives du BIE pourtant déjà extrêmement riches et variées. Ce livre vient enrichir plusieurs champs d'investigation en effervescence ces dernières années: l'histoire de l'éducation dans une perspective transnationale, l'histoire des organisations internationales actives dans le champ éducatif et l'histoire des internationalismes et, plus particulièrement, de l'internationalisme éducatif. Par son caractère collectif et par les réflexions nouvelles qui la jalonnent, cette somme fera assurément référence.

Raphaëlle Ruppen Coutaz, Lausanne

Michael Philipp Brunner, **Education and Modernity in Colonial Punjab. Khalsa College, the Sikh Tradition and the Webs of Knowledge, 1880–1947**, Cham: Palgrave Macmillan, 2020, 279 pages, 11 illustrations.

Dans *Education and Modernity in Colonial Punjab*, Michael Brunner propose une histoire riche et fouillée d'une institution éducative sikhe de renom: le Khalsa College d'Amritsar. Son étude s'inscrit dans une longue tradition historiographique en Inde, qui

souligne le rôle central des institutions éducatives dans l'avènement de classes moyennes «modernes» pendant la période coloniale. À travers ces institutions, élites indiennes et classes moyennes cherchèrent à la fois à négocier leur place dans l'empire colonial et à réformer leur communauté religieuse.

Brunner revendique ici une approche micro-historique attentive aux courants multiples qui traversèrent l'institution. Il s'agit pour lui de dépasser l'opposition colonisateur/colonisé en prêtant attention à la fois aux dynamiques locales, aux politiques coloniales et à leurs contestations, et à la circulation d'idées sur l'éducation et la religion au-delà des frontières de l'empire. Ces différents courants façonnèrent le projet éducatif du Khalsa College, centré sur la quête d'une identité sikhe moderne et scientifique.

Brunner met en avant trois piliers dans ce projet éducatif: l'étude et la promotion du sikhisme comme «religion du monde» (*world religion*), le développement agricole, et enfin l'éducation physique et militaire. On retrouve dans chacun de ces volets plusieurs tendances structurantes, à commencer par une appropriation partielle des catégories et politiques coloniales, qui allait de pair, chez les autorités du *college,* avec une attitude essentiellement loyaliste, quoique que celle-ci fût parfois contestée de l'intérieur. Ce trait était particulièrement tangible dans le domaine de l'éducation physique et militaire. Les autorités du *college* reprirent à leur compte le discours colonial des sikhs comme «race martiale» et loyale, vivier de l'armée impériale. Elles accordèrent une place de choix aux sports «virils» hérités des britanniques, censés promouvoir des valeurs associées à l'armée comme la discipline, la prouesse physique et la loyauté. De même, les membres du *college* s'approprièrent l'image des pendjabis comme peuple lié à la terre, alimentée par la politique d'expansion agricole menée par les autorités coloniales dans la province. Ils partageaient avec l'État paternaliste la vision d'une modernisation de l'agriculture menée par le haut. Les autorités du Khalsa College cherchèrent ainsi à ériger leur institution en lieu d'expérimentation, capable de servir de modèle et de centre de diffusion d'une agriculture moderne et scientifique pour l'ensemble de la province, voire au-delà.

Cette mise en avant d'une approche moderne et scientifique constitue une deuxième tendance structurante au Khalsa College. Le discours des enseignants faisait écho au scientisme de l'époque, qui fit de la science la quintessence de la modernité. Les autorités du Khalsa College soulignèrent le caractère scientifique de leur démarche dans le domaine agricole mais aussi dans le domaine sportif: elles associèrent aux exercices physiques des cours d'anatomie et de physiologie et accordèrent une attention particulière au régime alimentaire, à la santé et à l'hygiène. Elles firent également appel à la science dans le domaine religieux. Dans un chapitre passionnant, Brunner montre le rôle clé que joua le Khalsa College dans l'étude et la promotion d'une version réformée du sikhisme. Les enseignants du *college* cherchèrent à ériger le sikhisme en religion rationnelle et moderne à la portée universelle, capable de soutenir la comparaison avec d'autres «religions du monde». En inscrivant le sikhisme parmi les «religions du monde», les membres du *college* prirent part à des réseaux d'échanges qui dépassaient de loin les frontières de l'empire.

Cette ouverture à l'échelle transnationale constitue le troisième trait caractéristique de leur entreprise intellectuelle. Qu'il s'agisse de l'étude comparée des religions, des projets de «reconstruction rurale» ou même de l'éducation physique et sportive, les membres du *college* s'inspirèrent d'idées et de pratiques circulant au sein du sous-continent, en Europe et plus encore aux Etats-Unis, afin de développer leur propre projet pédagogique.

Brunner voit dans cet universalisme une manière de s'écarter des rapports de pouvoir entre colonisateurs et colonisés. À la suite de Gyan Prakash, il défend l'idée que le

discours sur la science ne renforça pas toujours l'hégémonie coloniale. Gyan Prakash a montré que les élites nationalistes s'approprièrent ce discours, le rendirent hybride en allant puiser dans l'héritage précolonial afin de contester la supériorité occidentale. Pour Brunner, le Khalsa College incarna une «troisième voie». À leurs yeux, la science n'était ni occidentale ni sikhe ou indienne mais bien universelle. À ce titre, ils pouvaient eux aussi s'en revendiquer.

Brunner souligne à juste titre la tension inhérente de ce discours, à la fois universaliste et centré sur une communauté. Les membres du *college* cherchaient en effet à se démarquer des autres communautés religieuses, en particulier des hindous, dans un contexte régional très compétitif. Ils opposèrent le caractère «scientifique» du sikhisme aux pratiques jugées irrationnelles de ces derniers. Brunner accorde cependant peu d'attention aux discours que tinrent les membres du *college* sur leurs voisins musulmans, pourtant majoritaires au Pendjab. On aurait aimé, plus largement, qu'il examinât leur vision de la place des sikhs dans la future nation indienne. Comment envisageaient-ils les rapports entre sikhs et non-sikhs? Le terme de minorité n'apparaît presque pas ici, alors qu'il était omniprésent à la même époque chez les leaders musulmans, anxieux de se retrouver comme minorité permanente dans une Inde à majorité hindoue. Une telle étude aurait peut-être permis de mieux saisir l'écart entre l'universalisme du Khalsa College et la montée des crispations identitaires au Pendjab à la veille de la Partition.

Laurence Gautier, New Delhi

Eliane Kurmann, **Fotogeschichten und Geschichtsbilder. Aneignung und Umdeutung historischer Fotografien in Tansania**, Frankfurt a. M.: Campus Verlag, 2023, 393 Seiten, 44 Abbildungen.

Seit geraumer Zeit stellen sich Gesellschaften rund um den Globus die Frage, wie mit dem schwierigen Erbe des Kolonialismus umzugehen sei. Neben der Rückgabe von geraubten Objekten, Entschädigungszahlungen, der Umbenennung von Strassen und dem Rückbau von Denkmalen steht dabei auch der Umgang mit kolonialen Bildbeständen zur Diskussion.[8] Eliane Kurmanns Monografie, die auf ihrer 2020 an der Universität Zürich verteidigten und mit dem SIAF-Award ausgezeichneten Dissertation beruht,[9] will sich als «neuer, empirisch basierter Beitrag zur anhaltenden Debatte über historische Fotografien, die das koloniale Afrikabild mitprägten» (S. 26), verstehen.

Kurmann widmet sich in ihrer Arbeit Tansania, das von 1885 bis 1918 deutsche und danach britische Kolonie gewesen war. 1961 erlangte es seine politische Unabhängigkeit. Als Fallbeispiel eigne es sich, weil dort bereits seit Jahrzehnten ein angemessener Umgang mit sensiblen Bildern aus der Kolonialzeit praktiziert werde (S. 26). Tansanier*innen würden durch selbstbestimmte Aneignungspraktiken eine «Umwertung der Bestände» (ebd.) vornehmen, wodurch sie koloniale Machtstrukturen destabilisieren und neue Bedeutungen hervorbringen. Ergo interessiert sich die Autorin sowohl für gegenwärtige Verwendungsweisen historischer Fotografien als auch für ihre kolonialen Entstehungs-

8 Für Debatten in Europa siehe beispielsweise: Paolo Bertella Farnetti (Hg.), L'impero nel cassetto. L'Italia coloniale tra album privati e archivi pubblici, Milano 2013; Diana M. Natermann, Hamburg und die Visualisierung Afrikas. Ein verstörender Nachlass im Kollektivgedächtnis der Stadt?, in: Kim Sebastian Todzi, Jürgen Zimmerer (Hg.), Hamburg. Deutschlands Tor zur kolonialen Welt, Göttingen 2021, S. 229–246.

9 https://www.uzh.ch/cmsssl/hist/de/ueberuns/news/SIAF-Award-f%C3%BCr-Eliane-Kurmann-und-ihre-Dissertation-%C2%ABFotob%C3%BCcher-und-Geschichtsbilder%C2%BB.html (23. 8. 2023).

und Gebrauchszusammenhänge (S. 24). Damit schliesst sie an jüngere Forschungen an, die sich für die Aneignung kolonialer Bildbestände in Kamerun und Südafrika interessierten (ebd.).

Für ihre Studie konsultierte Kurmann neben Archiven in Deutschland und der Schweiz auch solche in Tansania. Im Rahmen mehrmonatiger Aufenthalte erhob sie die visuellen Bestände des Tanzania National Museums, der East Africana Collection sowie der Tanzania National Archives (S. 31). Für ihre Analyse wählte Kurmann schliesslich drei Bilder aus. Diese eignen sich zum einen als Beispiele, weil die Autorin in der Lage ist, die Jahrzehnte umspannenden Verwendungsgeschichten nachzuvollziehen. Zum anderen konnte Kurmann anhand dieser Bilder die tiefgreifenden Bedeutungsverschiebungen und die Vielstimmigkeit der tansanischen Geschichtskulturen und ihrer miteinander in Konkurrenz stehenden Geschichtsbilder herausarbeiten (S. 345).

Die Analyse der drei Bildbeispiele bilden den empirischen Hauptteil des Buches. Auf je rund 100 Seiten zeichnet die Autorin ihre Entstehungs- und Verwendungsgeschichten nach (S. 29). Dabei geht Kurmann von der bildtheoretischen Position aus, dass die Bedeutungen von Bildern vor allem in der Rezeption entstehen, weshalb diese auch aus Verwendungskontexten gelöst und etwa durch Bildbeitexte in neuen Zusammenhängen anderweitig funktionalisiert werden können (S. 30). Dieser objektbiografische Ansatz richtet sein Augenmerk nicht auf Ästhetik, Formales oder Fragen von Repräsentation, sondern konsequenterweise auf die Gebrauchszusammenhänge der Bilder, also auf ihre Materialitäten und medialen Erscheinungsformen (S. 32). Diese Entscheidung schlägt sich in Kurmanns Forschungsdesign nieder: Sie nutzt einen historisch-ethnografischen Zugang, der historische Quellenkritik, Oral History und die auf die Materialität der Bildobjekte abzielende Dinganalyse miteinander kombiniert (ebd.).

Beim ersten Bildbeispiel handelt es sich um das Portrait von Songea Mbano. Die Autorin zeigt, wie aus einer rassistisch-anthropologischen Aufnahme, die einen «typischen» Vertreter des «Mogni-Stamms» zeigen sollte, durch die tansanische Musealisierung nach 1961 ein «Heldenporträt» des anti-kolonialen Widerstands wurde (S. 39). Das zweite Beispiel, eine fotografische Aufnahme von Gefangenen im Maji-Maji-Krieg (1905–1907) kurz vor ihrer Hinrichtung, nutzt Kurmann hingegen dazu, um zu demonstrieren, dass im heutigen Tansania unterschiedliche Gruppen dasselbe Bild unterschiedlich interpretieren und so um die Deutungshoheit konkurrieren (S. 40). Im dritten Beispiel gelingt es der Autorin, nachzuvollziehen, wie öffentliche Bilder durch private Abzüge angeeignet werden: Der Fotograf Amini Kiwanga fand in einer ethnografischen Studie aus dem Jahr 1935 eine Aufnahme seines Vaters. Er fotografierte sie ab und verteilte sie unter seinen Verwandten, wodurch er die Fotografie aus ihrem ursprünglichen Kontext löste und zu einem familialen Erinnerungsstück machte (S. 42).

Eliane Kurmanns Buch hält, was es verspricht: Die drei «Fotogeschichten» rekonstruiert sie in methodologisch souveräner Art und Weise, wobei vor allem ihr Methodenset, ihre Selbstreflexivität (S. 34) und ihre quellengesättigte und detailreiche Argumentation zu beeindrucken wissen. Sie bringt damit nicht nur das tansanische Fallbeispiel in die deutschsprachige Debatte rund um den Umgang mit visuellen Hinterlassenschaften des Kolonialismus ein, sondern liefert selbst ein Best-Practice-Beispiel ab, wie mit solchen sensiblen Fotografien analytisch zu verfahren ist: Der Fokus auf Entstehungs- und Gebrauchsgeschichten offenbart nicht nur ihre kolonialen Rhetoriken, sondern ebnet auch den Weg zu ihrer postkolonialen Kritik. Insofern werden dieses Buch all jene mit Gewinn lesen, die sich mit der Frage beschäftigen, wie ein angemessener Umgang mit

kolonialen Bildbeständen gelingen kann, sowie die, die sich für postkoloniale Geschichtskulturen in Afrika und für globale Fotogeschichte interessieren. Gerade für Letztere ist die Lektüre der detaillierten Ausführungen zu den visuellen Archivbeständen in Tansania (S. 43–52) lohnend.

Markus Wurzer, Graz

Aram Mattioli, **Zeiten der Auflehnung. Eine Geschichte des indigenen Widerstandes in den USA, 1911–1992**, Stuttgart: Klett-Cotta, 2023, 464 Seiten.

In der deutschsprachigen Geschichtswissenschaft sind wissenschaftlich fundierte Studien zu *Native Americans* eher dünn gesät. Eine Ausnahme stellt die jüngste Studie des Schweizer Historikers Aram Mattioli dar. Mit *Zeiten der Auflehnung* liefert der Neuzeithistoriker eine kenntnisreiche Studie zur Geschichte der nordamerikanischen Ureinwohner im 20. Jahrhundert. Inhaltlich und thematisch schliesst er hierbei an sein 2017 erschienenes Buch *Verlorene Welten* an, indem er eine Gegengeschichte aus Sicht indigener Akteure entwirft.

In *Zeiten der Auflehnung* folgt der Autor dem modernen Ansatz der «Ethnohistory» oder «New Indian History». Anstatt Indigene als macht- und willenlose Opfer kolonialer Fremdbestimmung zu sehen, verfolgt Aram Mattioli einen «Agency»-basierten Ansatz. Dieser priorisiert indigene Perspektiven und Stimmen und legt grossen Wert auf Egodokumente (Interviews, Reden, Memoiren, Filme, Songtexte, etc.), um gerade die unterschiedlichen kulturellen Perspektiven dieser marginalisierten Minderheit besser reflektieren zu können. Trotz der erheblichen Fremdbestimmung durch das *Bureau of Indian Affairs* – der quasi-Kolonialbehörde, die das Leben der Indigenen auf Reservationen regelte, und die US-Bundespolitik in Form seiner Assimilierungspolitik umsetzte –, waren Indigene im 20. Jahrhundert auch selbstbestimmte Akteure ihres eigenen Schicksals. Augenfällig wird diese «Agency» insbesondere bei Protest- und Widerstandsaktionen. Diese lassen sich als Teil eines Jahrhunderte währenden indigenen Widerstandes gegen Eroberung, Vertreibung, und koloniale Unterdrückung, Ausbeutung und Kontrolle ihrer Lebensgrundlage, Kultur, Regierung und Ressourcen verstehen.

In der Einleitung liefert der Autor eine breite Kontextualisierung des indigenen Amerikas zu Beginn des 20. Jahrhunderts. Indigene Akteure des 20. Jahrhunderts haben sich selbst stets als Teil eines Jahrhunderte andauernden Widerstandes gegen Siedlungskolonialismus verstanden, um den Fortbestand der eigenen Kultur und Gemeinschaften bis heute zu sichern. Dieser indigene Widerstand wurde einst mit Waffen und Diplomatie ausgefochten. Seit Ende des Zweiten Weltkrieges verwendeten indigene Aktivisten auch Lobbyarbeit, zivilen Ungehorsam, und seit dem Ende der 1950er/1960er Jahre zunehmend medienwirksame Formen des gewaltlosen Widerstandes wie Demonstrationen, Boykotte, Besetzungen, etc. In den 1970er Jahren kam es schliesslich zu vereinzelten bewaffneten Auseinandersetzungen.

Ein wesentliches Merkmal dieser indigenen Akteure war und ist ihre kulturelle Hybridität. Indigene leben nicht nur auf Reservationen (bzw. internen Kolonien), sondern – infolge der Urbanisierung nach 1945 und einer jahrelang forcierten Assimilierungspolitik – zunehmend auch in urbanen Ballungszentren. Sie sind komplex situiert zwischen ihrer *tribal nation/homeland*, ihrer eigenen Kultur, sowie der weissen Mehrheitsgesellschaft. Bei allen Minderheiten in den USA regeln Bürgerrechte (*civil rights*) das Verhältnis zwischen Bürger und Staat. Bis 1871 schlossen Stämme (*tribal nations*) mit den USA Verträge und wurden somit de facto als unabhängige Nationen anerkannt; Ver-

tragsrechte (*treaty rights*) bestimmen somit zusätzlich den Status der indigenen Ureinwohner. Hierbei spielen Fragen von Souveränität und Selbstbestimmung zentrale Rollen. Im Fokus der Darstellung Mattiolis steht «eine exemplarische Auswahl an indigenen Protest- und Widerstandsaktionen, getragen von selbstbewussten Männern und Frauen, die ein hohes Mass an Kreativität an den Tag legten, als es galt, anzuprangern und ihren fremdgesteuerten Nationen kleine Freiräume zu erkämpfen» (S. 23). Das erklärte Ziel indigenen Widerstandes waren bessere Lebensbedingungen, kulturelle Bewahrung, und politische Selbstbestimmung.

In Kapitel 2 skizziert der Autor zunächst den politischen und sozialen Status quo der *Indigenous People(s)* und ihre katastrophalen Lebensbedingungen um die Jahrhundertwende. Native Americans standen in einem direkten Abhängigkeitsverhältnis von der Bundesregierung (*guardian-warden relationship*) und waren oftmals der Willkür von schier übermächtigen Bürokraten (*reservation agents*) ausgesetzt. Sie waren ihres Landes, ihrer ökonomischen Unabhängigkeit, ihrer Sozialorganisation und ihrer traditionellen Lebensweise beraubt und führten eine Schattenexistenz neben der weissen Mehrheitsgesellschaft. Anschaulich skizziert Mattioli hier die «Kümmerexistenz» (S. 31) der «militärisch unterworfene[n], kolonial fremdbestimmte[n], und wirtschaftlich abhängige[n] Stämme»(S. 31) und das zugrundeliegende interne Kolonialsystem. Eingegangen wird hier insbesondere auf die verschiedenen Politiken der Zwangsassimilierung wie beispielsweise das Verbot kultureller Praktiken (*Code of Indian Offenses*, 1883); das System von Internatsschulen (*Boarding Schools*), die systematisch versuchten, indigene Schüler/innen ihrem Herrschaftsmilieu zu entfremden; sowie der Versuch, Gemeinschaftsland in Privateigentum zu überführen und Stämme obsolet zu machen (*Dawes Act*, 1887).

Kapitel 3 thematisiert die koloniale Fremdbestimmung der ersten drei Jahrzehnte des 20. Jahrhunderts und zeigt die Wurzeln des modernen indigenen Aktivismus auf. 1924 erhielten *Native Americans* das amerikanische Bürgerrecht (*Indian Citizenship Act*) – ein Akt, dem viele von ihnen skeptisch gegenüberstanden, weil sie fürchteten, dass die ungewollte Staatsbürgerschaft ihre Vertragsrechte unterminieren würde. Einen Grossteil des Kapitels widmet Mattioli dem *Indian New Deal*, der unter John Collier, dem *Commissioner of the Bureau of Indian Affairs*, ins Leben gerufen wurde. Das Kernstück dieses Vorhabens war der *Indian Reorganization Act* (1934), der die bisherige Landenteignung (*Dawes Act*) unterband und kulturellen Pluralismus förderte. Mattioli zeigt hier, wie Regierungspaternalismus – der Plan, die Viehbestände der Navajo zu reduzieren, um angeblich Überweidung und Bodenerosion zu verhindern – zu einer verhängnisvollen Politik (*Navajo Livestock Reduction*) führte, die die Schaf- und Ziegenherden der Navajo vernichtete, ihren Einkommens- und Lebensunterhalt ruinierte und ihre eigenen kulturellen Werte untergrub. Der Widerstand der Navajo gegen das Reduzierungsprogramm blieb allerdings erfolglos, weil dieser nicht die breite amerikanische Öffentlichkeit erreichte und ab 1941 durch den Kriegseintritt der USA in den Hintergrund geriet.

In Kapitel 4 adressiert Mattioli den sich herausbildenden indigenen Widerstand in der Frühphase des Kalten Krieges. In diesem Kontext und dem eines wachsenden Antikommunismus machen Vorstellungen von kulturellem Pluralismus denen einer erneuten Assimilierungspolitik Platz. Diese sogenannte Terminationspolitik (*termination policy*) wird von Mattioli anfangs kurz skizziert, um sie in der zweiten Kapitelhälfte eingehend zu beleuchten. Das Hauptaugenmerk des ersten Teils des Kapitels bleibt der Kontext des Kalten Krieges, des Uranbooms, sowie des Urankolonialismus (*uranium colonialism*). Oftmals richteten Bergbaukonzerne und die Armee auf Reservationen durch Uranabbau

und Atombombentests erhebliche Umweltschäden an und setzen indigene Bewohner und Arbeiter der Radioaktivität aus, was zu schweren Gesundheitsschäden und Erkrankungen führte. In der zweiten Kapitelhälfte wird näher auf die Terminierungspolitik eingegangen, um die wachsende indigene Protestbewegung besser zu kontextualisieren. Die Terminationspolitik bestand im Kern aus mehreren Pfeilern: erstens der Kompensationspolitik (*compensation* durch die *Indian Claims Commission,* 1947), um ausstehende Land- und Vertragsrechte zu lösen; zweitens Terminierungspolitik, d.h. der Zerschlagung von Stammesstrukturen (*termination* basierend auf *House Concurrent Resolution 108*, 1953) sowie die Umsiedlung der Stammesmitglieder in die grossen Städte (*relocation*). Der indigene Widerstand gegen diese Assimilierungspolitik speiste sich aus drei Strömungen: erstens den Traditionalisten, die die eigene kulturelle Integrität, Sprache, und Spiritualität erhalten wollten, zweitens dem gemässigten *National Congress of American Indians*, und drittens den Vorläufern der *Red Power*-Bewegung. Seit 1944 vertritt der *National Congress of American Indians* (NCAI), die älteste, grösste, und repräsentativste indigene Organisation, die Belange der Stämme gegenüber der Bundesregierung. Der NCAI fordert auf juristischem und politischem Wege indigene Rechte wie Souveränität und Vertragsrechte ein, und versucht, die Traditionen und Kulturen ihrer Vorfahren zu schützen und die Lebensqualität von indigenen Gemeinschaften und Menschen zu verbessern.

Mattioli setzt die entstehende *Red Power*-Bewegung in zwei grössere historische Kontexte: Erstens die Dekolonisationsbewegung nach dem Zweiten Weltkrieg, in dessen Rahmen viele Völker die Kolonialherrschaft abschüttelten und sich zu souveränen Nationalstaaten erklärten. Dieser Trend der indigenen Selbstermächtigung beeinflusste auch die Sichtweise der *Native Americans* auf den internen Kolonialismus. Zweitens die Bürgerrechtsbewegung der *African Americans*, die indigenen Aktivisten ein Vorbild hinsichtlich der Formen und der Effektivität des zivilen Ungehorsams lieferte. Beispielsweise protestierten 1957 die Mohawk, Seneca, und Tuscarora erfolgreich gegen den Versuch, Einkommenssteuern auf ihren Reservationen zu erheben, da sie diesen als Angriff auf ihre Souveränität verstanden. 1958 übten die Tuscarora Formen des zivilen Ungehorsams aus, um gegen den Bau eines Staudamms zu protestieren, der eine Teilflutung ihrer Reservation vorsah. Auch wenn die Tuscarora letztlich erfolglos blieben, so zeigte die Protestkampagne doch Wege auf, wie indigene Anliegen über Protest, mediale Selbstinszenierung und internationale Diplomatie zu einem Thema für die Mehrheitsgesellschaft gemacht werden konnten. 1961 gründete sich auf der Chicago Konferenz des NCAI das *National Indian Youth Council* (NIYC), das für Souveränität, Selbstbestimmung, Selbstregierung, Vertragsrechte, und kulturelle Bewahrung eintrat und – anders als der NCAI – notfalls für ihre Anliegen auf der Strasse demonstrierte. Die Gründung des NIYC wird weithin als der Beginn der Militanz der *Red Power*-Bewegung angesehen.

Kapitel 5 behandelt die *Red Power*-Jahre, in denen die indigene Militanz zunächst in den grösseren gesellschaftlichen Umbrüchen seiner Zeit – der schwarzen Bürgerrechtsbewegung, den Studentenprotesten, der Herausbildung alternativer Lebensstile, der Frauenbewegung, der Protestbewegung gegen den Vietnamkrieg – sowie der populären Musik verortet wird. Die Lebensgeschichten und Songs indigener Folk- und Protestsänger*innen wie Peter La Farge und Buffy Sainte-Marie kontextualisieren soziale Umbrüche und stellen eine Verbindung zur indigenen Protestbewegung her.

Unter der Kennedy-Regierung wurde die Terminationspolitik fortgeführt, indem der umstrittene Kinzua-Staudamm gebaut und die Reservation der Seneca geflutet wurden – ein Vorhaben, das einen eklatanten Vertragsbruch bedeutete, aber letztlich vom

Obersten Gerichtshof (*Supreme Court*) bestätigt und bis 1966 umgesetzt wurde. 1966 prägten Aktivisten des NICY in Anlehnung an das schwarze Vorbild den *Red Power*-Slogan. Auch wenn dieser Slogan nicht klar definiert war, so deutete er jedoch auf konfrontative Protestmethoden und radikalere Ziele hin.

Der Streit um Fischfangrechte im pazifischen Nordwesten kennzeichnet schliesslich die Anfänge der *Red Power*-Bewegung. Mattioli versteht es hervorragend, die Verzahnung von Protestereignissen, Akteuren und Organisationen darzustellen. Der Fischkrieg entzündete sich zwischen Sportfischern und Bundesbehörden einerseits und den Nisqually, Puyallup, Muckleshot und anderen indigenen Gruppen andererseits, die für ihre vertraglich zugesicherten Rechte und den Erhalt ihrer Lebensweise eintraten. Mitglieder des NIYC engagierten sich im Fischkrieg, formten 1964 die *Survival of American Indians Association* (SAIA) und machten mit Fish-Ins, Strassenblockaden sowie der Unterstützung von Marlon Brando auf sich aufmerksam. Ein Bundesbezirksgericht entschied 1974 zugunsten der indigenen Nationen (*Bold-Decision*), ein Urteil, das 1979 vom *Supreme Court* bestätigt wurde.

Die Besetzung von Alcatraz (1969–1971), der berühmt-berüchtigten Gefängnisinsel durch eine Gruppe indigener Aktivisten aus der Bay Area bildete einen Höhepunkt indigenen Protests. Mattioli stellt hier heraus, wie die Besetzung von Alcatraz indigenen Stolz symbolisierte, die Forderung nach Selbstbestimmung ausdrückte, und zu einem Vorbild für weitere Protestaktionen wurde. Die medienwirksame Alcatraz-Proklamation forderte indigene Souveränität, skizzierte historisches Unrecht und parodierte die angloamerikanischen Kolonialisten in Umkehrung der realen Geschichte und gilt «als Glanzstück politischer Protestrhetorik» (S. 192).

Im Folgenden geht der Autor auf den militanten Widerstand in den 1970er-Jahren ein, insbesondere auf das *American Indian Movement* (AIM), das 1968 in den Twin Cities von Minneapolis/St.-Paul entstanden war und «in seinem konfrontativen Aktivismus […] an die Black Panther Party [erinnerte]» (S. 219). Ähnlich wie die *Black Panthers* versuchte sich AIM gegen Polizeibrutalität zur Wehr zu setzen, die Lebensverhältnisse der urbanen Gemeinschaft zu verbessern, und kulturellen Stolz wiederzuerwecken. Zwei *Survival Schools*, Anfang der 1970er Jahre gegründet, sollten indigenen Kindern ermöglichen, ihrer kulturellen Herkunft bewusst zu sein (S. 219 f.). Die Protestaktionen von AIM beinhalten die Störung der 350-Jahrfeier der Landung der *Pilgrim Fathers* am Plymouth Rock sowie die Besetzung der Mayflower II (1970); die Besetzung von Mount Rushmore (1970, 1971); der «Trail of Broken Treaties», ein transkontinentaler Protestmarsch, der in der einwöchigen Besetzung des *Bureau of Indian Affairs* in Washington, D.C. mündete (1972); die 71-tägige Besetzung von Wounded Knee, South Dakota (1973); sowie der transkontinentale «Longest Walk» (1978). Die Besetzung von Wounded Knee lag in einem Konflikt innerhalb der Lakota auf der Pine Ridge-Reservation begründet. Die Besetzung erregte internationale Aufmerksamkeit – nicht zuletzt aufgrund der Symbolik des Ortes, der bewaffneten Auseinandersetzung selbst (mit zwei Toten und einem Schwerverletzen) und der Forderung nach einer unabhängigen Nation. In der Rückschau geriet Wounded Knee «zu einer inspirierenden Manifestation eines militanten Widerstandsgeistes» (S. 257).

Kapitel 6 behandelt die Selbstbestimmungsära und den von der *Red Power*-Bewegung initiierten Wandel. Bereits unter den Regierungen Johnsons und Nixons trat ein Wandel in der Bundespolitik ein. So vollzog Nixon eine Abkehr von der Terminationspolitik mit der Rückgabe von Taos Blue Lake an das Taos Pueblo (New Mexico) im Jahre

1970 und der Wiederherstellung der 1954 liquidierten *Menominee Nation* im Jahre 1973. Der 1975 verabschiedete *Indian Self-Determination and Educational Assistance Act* stellt das Kernstück der Selbstbestimmungsära dar. Dieses Kapitel richtet das Augenmerk auf den Aktivismus indigener Frauen, die nach der Inhaftierung vieler männlicher Aktivisten 1973 den Protest fortführten. Tatsächlich waren indigene Frauen integraler Bestandteil der *Red Power*-Bewegung als *community organizers*, wurden jedoch oftmals von den Medien ignoriert. Die *Women of All Red Nations* (WARN) traten u. a. gegen die Sterilisationskampagne des *Indian Health Service* (IHS), Umweltzerstörung und Uranabbau ein, und stellten die Belange der zukünftigen Generation in den Vordergrund.

Ein Schlusskapitel fasst die indigene Protestgeschichte zusammen und kategorisiert die indigenen Hauptforderungen in zwei Haupttypen: die nach voller Souveränität und Loslösung von den USA sowie die Forderung nach (Teil-)Autonomie innerhalb der USA (wie sie mit weitreichender Gesetzgebung letztlich erreicht wurde). Es ist keine leichte Aufgabe, die indigene Protestbewegung der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts darzustellen. Die von Mattioli vorliegende Darstellung wurde kenntnisreich und aus einer Perspektive geschrieben, durch die sich die Geschichte Nordamerikas umfassender verstehen lässt. Die Forderungen nach indigener Selbstbestimmung stellten im Kern das System des internen Kolonialismus in Frage und bestimmten massgeblich den gegenwärtigen Status der *Native Americans* in ihrer angestammten Heimat.

Matthias Voigt, Berlin

Antonia Schmidlin, Hermann Wichers, **Versorgt, ausgewiesen, in den Tod geschickt. Das Leben des jüdischen Elsässers Gaston Dreher (1907–1944)**, Zürich: Chronos, 2022, 217 Seiten, 47 Abbildungen.

An der Mostackerstrasse 15 in Basel erinnert heute ein Stolperstein an Gaston Dreher (1907–1944). In einer Mietwohnung an dieser Adresse, unweit der Synagoge und der Israelitischen Gemeinde in Basel, wuchs Dreher auf.

Antonia Schmidlin und Hermann Wichers untersuchen Gaston Drehers komplexe Lebensgeschichte, die mit der Ausweisung aus der Schweiz 1943 und seiner Ermordung in Auschwitz endet. Die vorhandenen Quellen, denen Schmidlin und Wichers akribisch folgen, legen vor allem Zeugnis über die Jahre 1922 bis 1934 ab. In diesen Jahren wurde Gaston Dreher wiederholt straffällig oder aufgrund seines auffälligen Benehmens in psychiatrische Kliniken eingewiesen – was über sein Leben heute noch bekannt ist, basiert also mehrheitlich auf Berichten über sein sozial inkompatibles Verhalten. Die meisten Quellen stammen aus dem Staatsarchiv Basel-Stadt, ergänzt durch Akten aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, französischen und deutschen Archiven.

Das Buch setzt mit der Beschreibung von Gaston Drehers Jugend ein; mit 15 Jahren stahl er seinen Nachbarn und seinem Vater Elie Dreher, der zu diesem Zeitpunkt in der Psychiatrie untergebracht war, verschiedene Wertgegenstände und verkaufte sie einem jüdischen Händler osteuropäischer Herkunft namens Itzik Feldmann. Dafür wurde aber nicht Dreher, sondern Feldmann verurteilt. Anhand des Prozesses zeigt die Autorenschaft, dass die Krankheit von Elie Dreher, der 1923 starb, das Familienleben destabilisiert hatte. Die Umstände, unter denen Dreher das erste Mal delinquent wurde, anerkannten die Behörden, indem er nicht verurteilt wurde, sondern durch «‹Erziehungs- und Besserungsmassnahmen› auf den rechten Weg gebracht werden» (S. 12) sollte. Die Verurteilung von Feldmann zeugt hingegen von einer antisemitischen Grundhaltung der Behörden, die sich vor allem gegen Jüdinnen und Juden osteuropäischer Herkunft richtete.

Feldmann wurde angelastet, dass er einen hohen Gewinn aus dem Weiterverkauf erzielt hatte. Wie die Untersuchungen von Aaron Kamis-Müller[10] und Andreas Gehringer[11] belegen, wurden in Basel jüdische Händler während des Ersten Weltkriegs überproportional häufig in sogenannten «Wucherprozessen» verurteilt. Die Beurteilung, ob aus einem Geschäft ein übermässig hoher Gewinn resultierte, war eine Frage der Auslegung – jüdischen Händlern osteuropäischer Herkunft wurde der Vorwurf der unlauteren Geschäftspraxis besonders häufig gemacht.

Das zweite Kapitel geht der Vorgeschichte der Familie Dreher in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts bis zum Tod des Vaters nach. Aufgrund eines 1918 eröffneten Prozesses wegen Nahrungsmittelwuchers gegen Elie Dreher wurde der Familie Dreher später die Einbürgerung in der Schweiz verweigert. Gaston Dreher erlebte während des Ersten Weltkriegs eine schwierige, unruhige Primarschulzeit. Es wird festgehalten, dass Gaston Dreher stotterte. Dreher selbst hatte später den Eindruck, dass er dadurch «als ein Sonderling» (S. 49) galt, wie er in seinem Lebenslauf in der Klinik Rouffach 1928 festhält.

1922 trat Gaston Dreher freiwillig in die Erziehungsanstalt Klosterfiechten ein. Es ist der Beginn einer langen Reihe von Aufenthalten in Jugendheimen, psychiatrischen Anstalten und im Gefängnis. Konflikte mit seiner Mutter begleiteten seine Jugend. Nachdem Gaston Dreher 1926 eine Schneiderlehre abgeschlossen hatte, lebte er zeitweise wieder bei ihr an der Mostackerstrasse in Basel. Er beging erneut einige Diebstähle und infolgedessen wurde seine Ausweisung nach Frankreich in Betracht gezogen, insbesondere, weil die Israelitische Armenpflege in Basel signalisierte, dass die finanzielle Unterstützung Drehers für einen weiteren Aufenthalt in einer Anstalt nicht gesichert war. Dreher meldete sich nach Frankreich ab, eine angestrebte Militärkarriere in der französischen Armee wurde ihm jedoch verwehrt. Nach seiner Rückkehr nach Basel im darauffolgenden Jahr stahl er erneut Geld – nun wurde das erste Strafverfahren gegen ihn eröffnet. Im Gerichtsverfahren «fällt der starke Einbezug der Psychiatrie auf» (S. 92). Zwei alte psychiatrische Gutachten, die aus den Jugendjahren von Dreher stammten, wurden beigezogen und eine neue psychiatrische Untersuchung vorgenommen, die zum Schluss kam, dass Dreher nicht geisteskrank war. Dennoch wurde er ab Januar 1928 in der Heil- und Pflegeanstalt Rouffach untergebracht. Aus diesem Aufenthalt stammt der erste Lebenslauf aus der Feder Drehers.

Gerne hätte man an dieser Stelle mehr aus dem Selbstzeugnis direkt gelesen, bietet doch der kurze Ausschnitt aus dem Patientendossier einen seltenen Einblick in Drehers Selbstbild – im Gegensatz zu den zahlreichen, zum Teil pejorativen Fremdzuschreibungen aus den Akten der Behörden.

Auf den ersten Psychiatrieaufenthalt in Rouffach folgten zwischen Ende 1928 und 1931 zwei weitere. Dazwischen hielt sich Dreher in Basel auf, wo er aber als unerwünscht galt. Im Oktober 1931 wurde ein zehnjähriger Landesverweis gegen ihn ausgesprochen und er lebte ab diesem Zeitpunkt in Frankreich. Es folgten mehrere illegale Aufenthalte in der Schweiz, bei denen Dreher erneut delinquent wurde. Obwohl bei ihm keine Geisteskrankheit festgestellt werden konnte, «irritierte» sein Verhalten die an seinen Gerichtsverfahren anwesenden Journalisten und Anwälte (S. 131). Aus Drehers Verteidigungsschrift der 1934 stattgefundenen Gerichtsverhandlung gegen ihn geht hervor, dass er sich

10 Aaron Kamis-Müller, Antisemitismus in der Schweiz, 1900–1930, Zürich 2000.

11 Andreas Gehringer, «Der Teufel sei ein Jude, sonst hätte er sie geholt», Basler Wucherprozesse im Ersten Weltkrieg, in: Bulletin der Schweizerischen Gesellschaft für Judaistische Forschung 24 (2015), S. 5–22.

als «Opfer widriger Lebensumstände» (S. 147) verstand und den Landesverweis als grosses Unrecht empfand.

Nach 1934 nehmen die verfügbaren Aktenbestände zu Gaston Dreher ab, jedoch wurde er weiterhin wegen kleinen Diebstählen registriert und hatte zeitweise keinen festen Wohnsitz. Im Januar 1939 ersuchte Gaston Dreher bei der Eidgenössischen Fremdenpolizei erfolglos um eine vorzeitige Aufhebung des zehnjährigen Landesverweises.

Das letzte Kapitel beschreibt Gaston Drehers Flucht in die Schweiz, seine Ausweisung nach Frankreich und die Deportation nach Auschwitz. Nachdem die Schweizer Behörden nach seiner illegalen Einreise in der Schweiz 1943 festgestellt hatten, dass Dreher in seiner Vergangenheit wiederholt straffällig geworden war, hielt ein Beamter des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements fest, «dass Dreher als Jude sicher gefährdet, aber andererseits ein ausgesprochen kriminelles Element [ist], das das Asyl nicht verdient.» (S. 171). Oscar Schürch, Rechtsberater der Eidgenössischen Fremdenpolizei, beantragte ebenfalls die Ausschaffung, Robert Jezler und Heinrich Rothmund stimmten der Abschiebung zu. All dies, obwohl 1943 den Beamten hinlänglich bekannt war, dass Jüdinnen und Juden in den von Nazi-Deutschland besetzten Gebieten der Tod drohte. Die Beamten der Fremdenpolizei nahmen damit Gaston Drehers Ermordung wissentlich in Kauf, indem sie entschieden, dass ein kleinkrimineller Jude des Asyls nicht würdig sei.

Am 2. Dezember 1943 wurde Gaston Dreher nach Frankreich ausgeschafft. Umgehend wurde er von der deutschen Besatzungsmacht ergriffen und in das Sammellager Drancy überführt. Am 20. Dezember 1943 traf er in Auschwitz ein. Da er als arbeitsfähig eingestuft wurde, überlebte er noch einige Monate. Im April 1944 wurde er in der Gaskammer ermordet.

Antonia Schmidlin und Hermann Wichers ist es mit diesem Buch gelungen, Gaston Drehers schwierige Lebensgeschichte zu rekonstruieren. Im 20. Jahrhundert wurde zunehmend versucht, Jugendliche durch fürsorgerische Massnahmen «nachzuerziehen» und in die Gesellschaft einzugliedern. Nachdem Gaston Dreher jedoch erneut straffällig wurde, verschärften sich die behördlichen Massnahmen gegen ihn stetig und mündeten im Landesverweis. Die Deutlichkeit, mit der die Behörden nach Drehers Flucht vor der nationalsozialistischen Verfolgung in die Schweiz entschieden, dass nur angepasste jüdische Personen das Leben verdienten, zeigt, wie die Eidgenössische Fremdenpolizei jüdische Menschen aufgrund von moralischen Urteilen willkürlich in den Tod schickte.

Barbara Häne, Oberdorf

Alexa Stiller, **Völkische Politik. Praktiken der Exklusion und Inklusion in polnischen, französischen und slowenischen Annexionsgebieten 1939–1945**, Göttingen: Wallstein, 2022, 1376 Seiten, 15 Abbildungen.

Völkischer Nationalismus, gewaltsame Annexion und Umsiedlung: Aktuell sind die Themen, die Alexa Stiller im Zusammenhang des Zweiten Weltkriegs ebenso umfassend wie systematisch studiert. Wenngleich sie auch als historische Orientierungshilfe gelesen werden kann, leistet ihre Arbeit in erster Linie einen Beitrag zur Erforschung des Nationalsozialismus in Kriegszeiten, als das Regime weite Teile Europas unterjochte und die Bevölkerungsstruktur in den von Deutschland annektierten Staaten mit aller Gewalt veränderte. Die Vertreibung und Vernichtung der eingesessenen Juden, Slawen und anderen stigmatisierten Menschen sollte Platz schaffen für «Volksdeutsche». Die dahinter stehende ordnungspolitische Utopie war der ethnisch homogene Staat. Das Thema dieser 2015

an der Universität Bern abgeschlossenen Dissertation liegt daher an der spannenden Schnittstelle von Siedlungspolitik und Massenmord.

Der Charakter einer akademischen Qualifikationsschrift schlägt sich in einer tiefgreifenden Bestandsaufnahme der Forschungsliteratur, einem extensiven Anmerkungsapparat und dem Bemühen um klare Begrifflichkeit und Methode nieder. Zwischenergebnisse erleichtern die Orientierung und bilden ein Argumentationsgerüst, das schliesslich nach 1300 Seiten in einer Zusammenfassung der Ergebnisse mündet. Stiller setzt in ihrer ebenso ambitionierten wie voluminösen Arbeit einen deutlichen Schwerpunkt: die Analyse jener Sonderbehörde, die Heinrich Himmler in seiner Funktion als Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums (RKF) ab 1939 zur Umsetzung der «Germanisierung» diente.

Nach der Erläuterung ihrer Genese, nicht zuletzt ihrer ideologischen Wurzeln steht die (titelgebende) «völkische Politik» des NS-Regimes als Legitimation und Zweckbestimmung des RKF-Apparates im Mittelpunkt. Ist dieser Kontext nicht unbekannt, zeichnet Stiller dann ein informatives Bild des komplexen Apparats selbst: seiner europaweiten Ausdehnung, seiner Verwaltungsstruktur und nicht zuletzt seiner zu Spitzenzeiten 1941/1942 über 20 000 Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen. Der Grossteil arbeitete im Umsiedlungsamt der Volksdeutschen Mittelstelle und rekrutierte sich aus dem Volksbund für das Deutschtum im Ausland. Das zumeist bürgerliche, juristisch ausgebildete Personal eignete sich bestens, wie Stiller zeigt, für das hoch effiziente Prinzip der Verwaltung durch Delegation. Während das jeweilige Ziel von oben vorgegeben wurde, blieb es den unteren Ebenen überlassen, mit welchen Mitteln sie dieses Ziel im konkreten Fall erreichten. Effizient war dieser Führungsstil, weil so die Praxis der völkischen Politik auf die jeweiligen, ganz unterschiedlichen Umstände ohne grössere Reibungsverluste abgestimmt werden konnte.

Indem Stiller den unterschiedlichen Formen des Zusammen- und Mitwirkens nachgeht, gelingt ihr der Nachweis, dass Himmlers Apparat tiefer in der deutsch-österreichischen Gesellschaft verankert war als bislang gedacht. Völkische Politik lässt sich demnach als ein Projekt der «Volksgemeinschaft» verstehen. Banken und Universitäten etwa waren ebenso dabei wie die Deutsche Frauenschaft, der Reichsarbeitsdienst und staatliche Jugendorganisationen, wenn es darum ging, die «volksdeutschen» Neuankömmlinge in Empfang zu nehmen.

Eine Stärke der Arbeit liegt in ihrem komparatistischen Zuschnitt und dem hohen Anspruch, sämtliche annektierten Regionen in den Blick zu nehmen, die ein Opfer völkischer Politik wurden. Anhand des binären Musters von Inklusion und Exklusion, das die NS-Forschung mit dem Konzept der «Volksgemeinschaft» fruchtbar gemacht hat, zeichnet sie im zweiten Band zum einen minutiös die Praktiken nach, mit denen die einheimische Bevölkerung ausgegrenzt und vertrieben wurde. Zum anderen untersucht sie den vielschichtigen juristischen und wirtschaftlichen Prozess, in dem die neu Angesiedelten durch Einbürgerung und «Eindeutschung» zu Staatsbürgern des Dritten Reiches gemacht wurden. An dieser Stelle wird deutlich, wie sehr das Regime darauf setzte, den «Volksdeutschen» eine wirtschaftliche und gesellschaftliche Position zu sichern, die ihrem Status im Herkunftsland entsprach. Die (kapitalistischen) Lebensverhältnisse sollten schon aus Gründen der Produktivität möglichst 1:1 übertragen werden. «Leistung» war ein Schlüsselbegriff der nationalsozialistischen «Volksgemeinschaft», wie die NS-Forschung gezeigt hat. Dass dieser Befund auch für den Bereich der völkischen Politik galt, weist Stiller überzeugend nach. Weniger berücksichtigt werden dadurch indes Gruppen alter Menschen wie jene Deutschbalten, die in Schwetz – einem der am stärksten betroffenen Krei-

se in Danzig-Westpreussen – in der einstigen Psychiatrischen Anstalt einquartiert wurden, deren Patienten zuvor mehrheitlich erschossen worden waren.

Auf breiter Quellenbasis kann die Autorin herausarbeiten, dass die massgeblich vom RKF getragene Germanisierungspolitik zu Kriegszeiten «das wichtigste nicht-militärische Vorhaben des NS-Regimes» (S. 1301) war. Ausschlaggebend für diesen enormen Einsatz von Ressourcen war indes nicht die nationalsozialistische Ideologie im engeren Sinn, sondern, so lautet die These, ein älteres diskursives Muster, das um die Schlüsselbegriffe «Volk», «Raum» und «Rasse» kreiste. Es gehörte nicht nur zum Konsens der NSDAP und der SS, sondern auch der Wehrmacht, der Wirtschaft und der Wissenschaft sowie der Ministerialbürokratie, deren Mitarbeiter hochmotiviert waren und dank des Delegationsprinzips in der Siedlungsplanung und -praxis kooperierten, statt zu konkurrieren. Dieses Ergebnis lässt die Sonderbehörde RKF in einem neuen Licht erscheinen und unterstreicht den Faktor der Selbstmobilisierung in der NS-Forschung. Man mag die vorsorgliche Versicherung der Autorin, dass die geschlechtersensible Schreibweise «Nationalsozialist*innen» et cetera politisch wie ästhetisch geboten sei (S. 51), angesichts der historiographischen Folgeprobleme nicht teilen. Wer sich jedoch mit der europaweiten Herrschaft des NS-Regimes befasst, kommt an dieser wichtigen Arbeit nicht vorbei.

Jörg Echternkamp, Potsdam/Halle

Georg Fertig, Sandro Guzzi-Heeb (Hg.), **Genealogien. Zwischen populären Praktiken und akademischer Forschung**, Innsbruck: Studienverlag, 2021 (Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes, Bd. 18), 316 Seiten.

Genealogien und genealogische Forschung haben in der Geschichtswissenschaft keine grosse Bedeutung mehr. Dies, obwohl die historische Demografie, aber auch viele Aspekte der Sozial- und Mikrogeschichte sowie der historischen Verwandtschaftsforschung auf Daten zu mehr oder weniger grossen Bevölkerungen angewiesen sind. Darüber hinaus gibt es in der Geschichte durchaus Untersuchungen zu historischen Formen genealogischen Forschens. Schliesslich ist die Bedeutung von familiären und verwandtschaftlichen Beziehungen für viele historische Erklärungsansätze unbestritten. In diese Gemengelage tritt der von Sandro Guzzi-Heeb und Georg Fertig herausgegebene Band, dessen Titel *Genealogien* dezidiert auf Vielzahl und Pluralität verweist. Abgesehen von der wiederkehrenden Frage, was – oder was alles – Genealogien und genealogisches Arbeiten sein können, möchten die Herausgeber im Band ausdrücklich das Verhältnis von akademischer Geschichtswissenschaft und genealogischer Forschung als *citizen science* thematisieren.

Der Sammelband ist in vier Teile gegliedert. Die drei ersten Teile folgen einer von den Herausgebern vorgeschlagenen Perspektivierung, die genealogische Traditionen, Forschung und Daten unter den Gesichtspunkten von Motiven, Praktiken und Ressourcen betrachten wollen. Auf diese drei Teile folgt ein Forumsteil, in dem verschiedene Projekte vorgestellt werden. Diese veranschaulichen ausschnitthaft die Bandbreite an möglichen Anwendungsfeldern, thematisieren gleichzeitig aber auch die mit dem Potenzial einhergehenden Schwierigkeiten und Probleme.

In einem ersten Teil des Sammelbandes werden in drei Beiträgen genealogische Ansätze skizziert, deren Motive nicht unter dem Zweck einer «Hilfswissenschaft» der Geschichte subsumierbar sind. Beispielsweise untersucht Fenella Cannell, wie zwei genealogisch sehr aktive Gruppen – englische Familienhistoriker:innen und amerikanische Mitglieder der Glaubensgemeinschaft *The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints* – in

sehr unterschiedlicher Weise mit den Möglichkeiten der DNA-Genealogie umgehen. Diese Technologie wird nicht nur unterschiedlich eingesetzt, sondern führt auch zu ganz unterschiedlichen Rückkoppelungen. Familien- und Lokalhistoriker:innen können genetische Daten in ihren Untersuchungen eher ignorieren. Die Glaubensgemeinschaft hingegen, deren Ziel darin besteht, alle Seelen, die gelebt haben, aufzuspüren, sieht sich mit der Profitlogik der Firmen für DNA-Genealogie konfrontiert.

Ein zweiter Teil versammelt Beiträge, die sich auf unterschiedlichen Ebenen mit genealogischen Praktiken auseinandersetzen. Dieser Teil ist in historischer Perspektive insofern besonders interessant, als sich verschiedene genealogische Praktiken der Geschichtswissenschaft auf historische genealogische Forschungsprojekte beziehen oder teilweise wenig bekannte genealogische Geschichten *avant la lettre* bestehen. Jürgen Schlumbohm zeigt etwa auf, dass zur Praktik der Familienrekonstitution, wie sie in den 1950er Jahren von der französischen historischen Demografie entwickelt wurde, historische Entsprechungen in der deutschen Bevölkerungsbiologie der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts existieren.

Schliesslich findet der:die Leser:in in einem dritten Teil Aufsätze über die Bereitstellung und die Nutzung von genealogischen Ressourcen. Thematisiert wird die Rolle von genealogischen Quellen und deren Aufbereitung (und in diesem Zusammenhang auch Digital Humanities) für ergebnisoffene Forschung, wie sie beispielhaft von der frühen Mikrogeschichte, etwa von David Sabean, vorgeführt worden ist. Der Beitrag von Cécile Alexandre wiederum demonstriert die Verwendung genealogischer Daten für eine familiensoziologische Fragestellung, die die Familienkultur des Analphabetismus in frühneuzeitlichen Gesellschaften zum Gegenstand hat.

In der Einleitung zum Band erwähnen die Herausgeber die mitunter skeptische Haltung, die der wissenschaftlichen Genealogie vonseiten der Geschichtswissenschaften bisweilen entgegengebracht wird. Dafür sind nicht allein Missverständnisse verantwortlich, sondern darf durchaus von einer gewissen Ignoranz der Geschichtswissenschaft hinsichtlich der Relevanz und der Potenziale genealogischer Forschung ausgegangen werden. Dieser Band eignet sich als Anlass, auf einer verständlichen und greifbaren Ebene Kontakte zwischen den beiden Feldern zu knüpfen. Das funktioniert deshalb, weil die meisten Beiträge konkrete Fragestellungen bearbeiten und damit eine gute Basis für konstruktive Diskussionen schaffen.

Amos Kuster, Basel

Toni Ricciardi, **Eine kurze Geschichte der italienischen Migration in der Schweiz**, Zürich: Seismo Verlag, 2023, 234 Seiten.

Diese Schrift ist nicht das erste Buch zur Geschichte der italienischen Migration in der Schweiz. Neben der grossen Zahl der bereits vorliegenden Einzelstudien stehen insbesondere die Gesamtdarstellungen von Mauro Cerutti (1994/95) und Ernst Halter (2003) zur Verfügung, und selbstverständlich nimmt die italienische Migrationsvariante auch in der von Etienne Piguet und Hans Mahnig veröffentlichten Einwanderungsgeschichte (2005/09) einen angemessenen Platz ein. Die hier angezeigte Schrift ist bereits 2018 in einer italienischsprachigen Erstausgabe und nun in deutschsprachiger Übersetzung erschienen. Verfasst hat sie Toni Ricciardi, der 2011 in Neapel doktoriert hat, seit 2011 am Soziologischen Institut der Universität Genf arbeitet und zugleich als Mitglied des Partito Democratico dem italienischen Parlament angehört. Die Darstellung will erklärtermassen die Geschichte der italienischen Migration in einem «neuen Licht» lesen

(S. 37) und mit dieser Lektüre die «beispiellose Einzigartigkeit» dieser Migration aufzeigen und etwas dazu beitragen, dass sich die schwierigen Phasen dieser Geschichte nicht wiederholen werden.

Worin die Einzigartigkeit besteht, wird allerdings nicht explizit ausgeführt; sie mag in der deutlich auf den Punkt gebrachten Grössenordnung der – temporär oder für immer – in die Schweiz eingewanderten Italiener und Italienerinnen liegen. Die kleine Schweiz wurde nach 1945 mit Abstand das «erste Ziel» der italienischen Migration und absorbierte beinahe gleich viele Einwanderinnen und Einwanderer aus Italien wie das restliche Europa (S. 73). Einzigartig ist sie zudem auf jeden Fall, weil sie mehrfach auch Gegenstand von Volksabstimmungen wurde. Etwas eingehender und mit einer positiven Würdigung der damit angestrebten Regelung werden aber einzig die allerdings abgelehnte «Mitenand»-Vorlage von 1981 und die ebenfalls abgelehnte Vorlage zum neuen Ausländergesetz (ANAG II) von 1982 erörtert (S. 183–194). Bereits eingehend abgehandelte Vorkommnisse wie das 1964/65 entstandene Italiener-Abkommen oder die Abstimmung von 1970 zur Schwarzenbach-Initiative werden zwar erwähnt, aber nicht nochmals rekapituliert. Ricciardi hebt hingegen hervor, dass das Tessin 2014 mit seiner hohen Stimmbeteiligung und seiner weit über dem nationalen Durchschnitt liegenden Zustimmungsquote von 68,2 Prozent den Ausschlag für die Annahme der mit 50,3 Prozent angenommenen Masseneinwanderungsinitiative gegeben habe (S. 206).

Ricciardi spricht lieber von Mobilität als von Migration, und verweist auch auf die Phänomene der Etappenwanderung, der Kettenwanderung und saisonalen Wanderung sowie der täglichen Mikrowanderung der Grenzgänger. Er benennt als frühe Fälle Kaufleute und Bankiers, die bereits im 15. Jahrhundert nach Genf gekommen sind. Wichtig ist ihm, in dieser explizit als «kurz» eingestuften Darstellung dieser langen Geschichte den Anschluss an die Gegenwart, das 21. Jahrhundert, herzustellen, indem er auch die heutige Abwanderung aus Italien anspricht, zu der der Autor selbst gehört. Sowohl im jährlichen Zuwachs der Einwanderung aus Italien als auch in der absoluten Grösse der Bevölkerung mit italienischer Staatsbürgerschaft nimmt die Schweiz weiterhin einen vorderen Rang ein.

Ricciardis Präsentation zeichnet sich durch mehrere Eigenheiten aus: Sie liefert insofern eine «ganze» Migrationsgeschichte, als sie wesentlich mehr als bisherige Darstellungen auch die italienische Seite berücksichtigt, die zur Auswanderung führenden Verhältnisse erfasst und sogar aufzeigt, aus welchen Regionen die Auswanderer stammen. Es werden auch die Interessen der italienischen Seite an der Emigration deutlich sichtbar, die darin bestehen, die Arbeitslosigkeit im eignen Land (1948 gegen 2 Millionen) zu mildern, die politischen und sozialen Spannungen zu entschärfen und damit das Wachstum der Kommunistischen Partei einzuschränken sowie der eigenen Volkswirtschaft die enormen Rücküberweisungen (*remittances*) der Emigrierten zukommen zu lassen (1960 z. B. gegen 300 Mio. Franken). Man könnte versucht sein, von einer *win-win*-Situation zu sprechen, allerdings auf dem Rücken der Migranten und Migrantinnen. Die Schweiz als Abnehmerin war zumindest anfänglich jedoch in der stärkeren Position und konnte den Arbeitssuchenden das unmenschliche Rotationsmodell mit dem Saisonnierstatut auferlegen. Ricciardi hütet sich, die in der Schweiz bestehende Tendenz, menschenwürdige Regelungen den wirtschaftlichen Interessen zu opfern, mit eigenen Worten zu kritisieren und überlässt das den Schriftstellern Max Frisch und Peter Bichsel – und kann sogar eine diesbezüglich kritische Beurteilung des Bundesrats aus dem Jahr 1965 zitieren: «Jahrelang

haben wir uns nur mit der wirtschaftlichen Perspektive befasst. Es ist an der Zeit, dem menschlichen Aspekt mehr Aufmerksamkeit zu schenken.» (S. 140 f.).

Gleichsam auf der schweizerischen Innenseite dieser Migration werden zwei für die Aufenthaltsqualität der Migranten nicht unwichtige Nebenphänomene besprochen: die Bedeutung der italienischen Fussballvereine (S. 144) und die seit 1964 produzierte Fernsehsendung «Un' ora per voi» (S. 149–154), von der gesagt wird, dass sie die Herausbildung neuer transnationaler Identitäten begünstigt hätte. Es wird aber auch daran erinnert, dass die schweizerischen Behörden den Einwanderern jede politische Tätigkeit untersagten und Zuwiderhandlungen zum Teil in Zusammenarbeit mit italienischen Kollegen ahndeten bzw. mit Ausweisung sanktionierten (S. 82–95).

Eine Besonderheit dieser Geschichte besteht darin, dass Stimmen aus der Migration mit längeren Zitaten ausführlich zu Wort kommen. Dies gilt auch im Abschnitt über die sog. «versteckten Kinder» (S. 172–180), einem noch wenig zur Kenntnis genommenen skandalösen Kapitel dieser Migrationsgeschichte. Nach Schätzungen konnten bis zu einer halben Million fremdenpolizeilich nicht zugelassene Migrationskinder nicht bei ihren Eltern aufwachsen und bis zu 50'000 illegale «Schrankkinder» verbrachten ihre Nichtexistenz in der Schweiz. Sie waren, wie zitierte Presseartikel von 1971/72 zeigen, bereits in der Zeit selbst ein öffentliches Thema und wurden, wie vieles andere, nicht erst mit nachträglichem Bedauern zur Kenntnis genommen. Eindrückliche Quellen dazu stammen aus dem Archiv der *Federazione Colonie Libere Italiane in Svizzera*.

Weiterführende Literaturangaben zu diesem Thema, zum Beispiel mit Hinweisen auf die Publikationen von Martina Frigerio 1992/2014, finden sich in der umfangreichen, einen eigenen Wert bildenden Bibliografie (S. 212–232). In einem substanziellen Vorwort ist von einer anderen Kindheit die Rede, das der Genfer Soziologenkollege Sandro Cattacin über seine Zürcher Secondo-Jugend beigesteuert hat. Mit seinem letzten Kapitel macht Ricciardi bewusst, dass die italienische Migration «nie wirklich» aufgehört hat zu fliessen. Die Publikation wird dem Titel voll gerecht, unter dem diese Reihe läuft und von der im Impressum gesagt wird, dass sie dialogisch mit sozialwissenschaftlicher und historiographischer Methode Geschichte so aufarbeitet, dass dadurch Gegenwartsanalysen möglich werden.

Georg Kreis, Basel

Thomas Busset, Laurent Tissot (Hg.), **Sports et Entreprises. La performance en jeu**, Neuchâtel: Editions CIES, 2020 (Réflexions sportives, Bd. 11), 185 Seiten.

Heute ist es selbstverständlich geworden, dass Fussball- und Eishockeyvereine die Rechtsform der Aktiengesellschaft annehmen, Grosskonzerne langjährige Sponsoring-Engagements im Sport eingehen und Weltsportverbände zur Erschliessung neuer «Märkte» buchstäblich über Leichen gehen. Der anzuzeigende, auf eine schweizerisch-französische Tagung von 2019 zurückgehende Sammelband befasst sich mit den Ursprüngen und der Entwicklung hin zum heutigen Zustand. Dass er mit Thomas Busset und Laurent Tissot von je einem der profiliertesten Sporthistoriker und Unternehmenshistoriker der Schweiz herausgegeben wurde, ist folgerichtig.

Der Band beleuchtet die Thematik aus zwei Perspektiven. Der erste Hauptteil befasst sich mit dem Umgang von Unternehmen mit dem Sport. Paul Dietschy gibt hier zunächst einen chronologischen Aufriss und unterscheidet drei Phasen: In der «Belle Époque» begannen die ersten Unternehmen, eigene Sportclubs zu gründen, Sportartikel zu produzieren und den Sport als Reklamevehikel zu gebrauchen. In der Zwischenkriegs-

zeit wurde der Sport im Zeichen des Taylorismus zu einem Kontrollmittel der Belegschaften – in den faschistischen Diktaturen auch via staatlichen Freizeitorganisationen. Zugleich erlebte das Sponsoring von Sportvereinen einen Aufschwung. In der Nachkriegszeit setzte sich dieser Trend fort bis hin zu jahrzehntelangen strategischen Partnerschaften zwischen Grosskonzernen und Weltsportverbänden ab den 1970er-Jahren. Ab dem folgenden Jahrzehnt entwickelten sich auch Konglomerate, bei denen Konzerne, Medien und Sportvereine miteinander verbunden waren und die, wie im Fall von Silvio Berlusconi, auch als Sprungbrett zur politischen Macht dienen konnten. Die folgenden Beiträge präsentieren Fallstudien aus allen drei Epochen. Gil Mayencourt zeigt anhand der Pionierphase des Touring Clubs von Genf in den Jahren 1896 bis 1920 die Vernetzungen von frühem Radsport, Privatwirtschaft und öffentlicher Verwaltung unter der Ägide einer liberalen Elite auf. Xavier Breuil analysiert die Verbindungen zwischen der Eisen- und Stahlindustrie und dem Sport in der Moselregion der Zwischenkriegszeit, wo die grossen Unternehmen Sportvereine und die Erstellung von Sportinfrastruktur finanzierten und zur Integration ihrer Region in den französischen Sportraum entscheidend beitrugen. Jérôme Gogniat befasst sich mit der Werbung für innovative sportbezogene Produkte der Uhrenindustrie und der mechanischen Industrie im Jurabogen im 20. Jahrhundert. Und Amandine Cabrio schildert die Zertifizierung von Zeitmessgeräten für sportliche oder industrielle Zwecke durch das «Oberservatoire cantonal» von Neuchâtel in den Jahren 1924 bis 1932.

Der zweite Hauptteil kehrt die Perspektive um und befasst sich mit der Wirkung von Sportideen auf Unternehmen sowie der Transformation von Sportorganisationen in Unternehmen. Ein instruktiver Artikel von Helena Klima und Patrick Clastres analysiert die Rolle des nachmaligen IOC-Präsidenten und Verfechters des Amateurismus-Gedankens Avery Brundage in den USA der 1930er-Jahre. Brundage war zu jener Zeit Bauunternehmer in Chicago und zugleich, aus der Leichtathletik kommend, Präsident des Nationalen Olympischen Komitees der USA. In seinen im Zentrum des Beitrags stehenden Reden vertrat er angesichts der Depression und des «New Deal» eine elitäre, konservative und mit eugenischen Ideen durchsetzte Weltanschauung, die die Wettkampfprinzipien des Sports auf Wirtschaft, Politik und Gesellschaft übertrug und mit einer neuen «Menschenrasse» die Depression überwinden wollte. Sebastien Cala untersucht die strukturellen Veränderungen des internationalen Skiverbandes FIS in den Jahren 1967 bis 1975, als die von der Sportzeitschrift «L'Équipe» initiierte Einführung des alpinen Ski-Weltcups mit einem Kommerzialisierungsschub durch Fernseh- und Werbeeinnahmen einherging. Philippe Vonnard diskutiert die Rolle des Schweizer Fussballs in den ersten zwei Jahrzehnten des Fernsehens von 1954 bis 1973. Sie war zunächst vom Zögern beider Seiten geprägt: Die Fussballorganisationen befürchteten leere Stadien, wenn das Publikum die Spiele auch am Flimmerkasten verfolgen könnte, das Fernsehen scheute die Übertragungskosten. Nach langen Debatten um live oder zeitverzögerte Übertragungen kam es erst ab den frühen 1980er-Jahren zu einer dauerhaften Zusammenarbeit. Benjamin Zumwald beleuchtet als Beispiele für die Professionalisierungsetappen des Schweizer Teamsports die Wege des Fussballklubs und des Eishockeyklubs La Chaux-de-Fonds (gegründet 1894 bzw. 1919) von Vereinen zu Aktiengesellschaften und überblickt dabei das gesamte 20. Jahrhundert.

Der Band lotet die Vielfalt von Beziehungen und Beeinflussungen und, davon abgeleitet, von möglichen Forschungsperspektiven auf das Verhältnis zwischen Sport und Unternehmen anhand durchwegs interessanter Fallstudien sehr gut aus. Der geografische

Einzugsbereich mit je einem Beitrag zu Frankreich, den USA und einem internationalen Verband und dem Rest der Fallstudien zur Schweiz (hauptsächlich zur Romandie) erscheint zwar etwas willkürlich, das ist aber dem Wesen eines Tagungsbandes geschuldet. Insgesamt plausibilisiert der Band überzeugend eine verstärkte Zusammenarbeit zwischen Unternehmens- und Sportgeschichte und lädt, insbesondere auch mit den konzeptionellen Überlegungen der beiden Herausgeber in der Einleitung, zur Weiterarbeit in diesem Forschungsfeld ein.

Christian Koller, Zürich

Kijan Espahangizi, **Der Migration-Integration-Komplex. Wissenschaft und Politik in einem (Nicht-)Einwanderungsland, 1960–2010**, Konstanz: University Press, 2022, 492 Seiten, 51 Abbildungen.

Mit einer Reihe neuer wissens- und begriffsgeschichtlicher Zugänge ergänzt Kijan Espahangizi in seiner Zürcher Habilitationsschrift innovativ bestehende Erkenntnisse aus der historischen Migrationsforschung. Reich an Quellenmaterial, das durch Interviews mit Zeitzeug:innen ergänzt wird, zeichnet sich das Werk durch detaillierte und differenzierte historische Analysen aus, die das Wechselspiel von Wissenschaft und Politik beleuchten. Indem der Autor Kontroversen, Ambiguitäten und Dynamiken ins Blickfeld rückt, trägt er den vielschichtigen Prozessen Rechnung, in denen Migrations- sowie Integrationsdiskurse- und Praktiken zwischen 1960 und 2010 ausgehandelt wurden. Obschon Espahangizis Anspruch, anhand der Schweiz «die Geschichte einer weltweiten Entwicklung» (S. 42) zu betrachten, wohl in erster Linie für den sogenannten Globalen Norden gilt, versteht er es, den Blick für transnationale Verflechtungen zu öffnen.

Die Einleitung – gefolgt von fünf Hauptkapiteln, die entlang zeitlich ineinandergreifender Perspektivenverschiebungen inhaltlich sinnvoll konzipiert sind – enthält spannende methodische und konzeptuelle Überlegungen. Die Historisierung des Migration-Integration-Komplexes erlaubt es ihm, Aushandlungsprozesse und deren Bedeutung für «gesellschaftliche Welt- und Selbstwahrnehmung» (S. 18) zu ergründen. Auf diese Weise erweitert er die staatszentrierte Perspektive des «Migrationsregimes». Wichtige methodische Herausforderungen bei der Verwendung von «Migration» und «Integration» als Analysebegriffe oder beim Einbezug migrantischer Sichtweisen diskutiert er im Kontext der Frage, wann der Begriff «Migration» überhaupt aufkam und ab wann eingewanderte Menschen sich selbst als «Migrant:innen» zu bezeichnen begannen.

Das erste Kapitel thematisiert, wie strukturfunktionalistische Ansätze aus der transnational betrachteten Sozialforschung zwischen 1960–1969 das seit Jahrzehnten verfestigte fremdenpolizeiliche Denken in der Schweiz herausforderten. Im Fokus steht etwa die *Studienkommission für das Problem ausländischer Arbeitskräfte*, die zwar Abwehrpraktiken fortschrieb, zugleich aber ein zunehmendes Bedürfnis nach «empirisch und theoretisch fundierter wissenschaftlicher Expertise» (S. 40) ausdrückte, die neue Debatten anregte. Diese soziologischen Verschiebungen weg vom Assimilationsgedanken einer «individuelle[n] Bringschuld» hin zu einem Integrationsverständnis als «gesamtgesellschaftliche Aufgabe» (S. 36) lösten den antimigrantischen Abwehrapparat jedoch nicht auf. Sie boten aber, wie Espahangizi in Kapitel 2 ausführt, wichtige Anschlusspunkte für zivilgesellschaftliches Engagement und politische Perspektivenverschiebungen zwischen 1965 und 1981. In einer facettenreichen Darstellung führt der Autor an, wie sich rund um die Kernidee einer offenen und solidarischen Integrationspolitik verschiedene linke, sozialliberale und kirchliche Akteur:innen herausbildeten, die in den 1970er Jahren in ein «lan-

desweites zivilgesellschaftliches Bündnis» (S. 91), der *Mitenand-Bewegung*, zusammenliefen. Dabei vernachlässigt er es auch nicht, diese Solidarisierungsmomente mit populistischen und ausgrenzenden Logiken kultureller Anpassung zu kontrastieren, die spätestens ab 1970 zunehmend von rechts politisiert wurden.

Ausgehend von einer «umfassenderen Konjunktur des Kulturellen» (S. 163) beleuchtet Espahangizi daran anknüpfend im dritten Kapitel kulturalistische Argumentationen und die neu gewonnene Deutungshoheit der Ethnologie in integrationspolitischen Kontexten, die sich im Zeitraum 1976–1991 abzeichnete. Treffend spricht er von einem «polarisierten Diskursraum», der sich in Auseinandersetzungen um eine «multikulturelle Gesellschaft» auftat und in dem «kulturelle Bereicherungs- und Bedrohungswahrnehmungen» zum Zuge kamen (S. 164). Gegensätzliche Deutungen kultureller Differenz und Vielfalt ergründet der Autor anhand verschiedener Kontexte, die vom Bildungsbereich und der Arbeit von Hilfswerken im Asylkontext über Alltagsfeste bis hin zu nationaler Migrations- und Integrationspolitik reichen. Eine relevante Erkenntnis seiner Studie ist, dass «kulturelle Vielfalt» im europäisch vergleichenden Kontext in den 1980er Jahren in der Schweiz weiterhin stärker mit Sprachregionen und Konfessionen denn mit einer migrationsbedingten «ethnischen Vielfalt», die strikt davon getrennt wurde, assoziiert blieb.

Im Globalisierungskontext der 1980er und frühen 1990er Jahre geführte bevölkerungspolitische Debatten werden im vierten Buchkapitel ausgeleuchtet. Das zunehmende Bedürfnis, Ursachen und Auswirkungen weltweiter Bevölkerungsbewegungen zu erfassen und zugleich Mechanismen für deren Regulierung zu entwickeln, spiegelte sich in zahlreichen politisch-wissenschaftlichen Studien und dem Aufbau eines statistischen Apparats mit verschiedenen Bevölkerungsszenarien wider. Hier zeichnet Espahangizi auch ein nuanciertes Bild des bekannten Migrationssoziologen Hans-Joachim Hoffmann-Nowotny, dessen Person und Wirken sich wie ein roter Faden durch die Erzählstruktur der Habilitation ziehen. Ausführlich diskutiert er das essentialisierende und rassifizierende Kategorisierungsmodell der drei Kreise. Nowotnys wissenschaftliche Unterstützung und Legitimierung des Modells beurteilt er eher zurückhaltend als Ausdruck seines «Unbehagen[s] gegenüber der neuen globalen Einwanderung» und als «Symptom eines allgemeinen Generationswechsels» in der Wissenschaftsgemeinschaft (S. 351).

Von den verschiedenen «Verdichtungspunkten», die gemäss Espahangizi im Laufe der 1990er Jahre den Migration-Integration-Komplex hervorbrachten, sind besonders die Subjektivierungsformen von Migrant:innen nennenswert. Dabei wird die Komplexität der «historisch bedingten Ambivalenz der neuen Integrationspolitik […] zwischen Öffnung und Überfremdungsabwehr» (S. 394) ersichtlich: Hybride postmigrantische Lebenswelten und handlungsfähige Migrant:innen stehen binären Logiken der Zugehörigkeit gegenüber, die über die Jahrtausendwende fortdauerten. Trotz der reichhaltigen theoretischen Thematisierung von migrantischen Subjekten und einigen eindrücklichen historischen Beispielen von Netzwerken überwiegen im Buch insgesamt Perspektiven aus Wissenschaft und Politik; Stimmen von Direktbetroffenen sind selten zu hören. Hinzu kommt, dass der Fokus bei Espahangizi in erster Linie auf Migrationsbewegungen in Richtung der Schweiz liegt. So bleiben zum Beispiel auch Praktiken des Ausschaffens, die seit dem Zweiten Weltkrieg in westlichen Demokratien eine zentrale Funktion der Migrationssteuerung haben, in diesem Verständnis des Migration-Integration-Komplexes grösstenteils unberücksichtigt.

Mit dichten Darstellungen, klaren Thesen und analytischer Schärfe legt Espahangizi eine wegweisende Studie für eine kritische zeithistorische Migrationsforschung vor. Besondere Würdigung verdienen hierbei auch seine kritische Reflexion über die eigene Position im Forschungsfeld – und die Einblicke, die er damit den Leser:innen in seine persönlichen Migrationserfahrungen gewährt.

Nicolas Blumenthal, Bern

Monika Dommann, **Materialfluss. Eine Geschichte der Logistik an den Orten ihres Stillstands**, Frankfurt a. M.: S. Fischer, 2023, 288 Seiten.

Kennen Sie Kanban? Der japanische Begriff für «Ladenschild» bezeichnet eine Managementmethode mit dem Ziel, genau die richtige Menge an Waren zum passenden Zeitpunkt zu erzeugen und zu liefern. Sie soll Material- und Zeitverluste entlang der Lieferkette verringern. Dieses als *just in time* (JIT) bekannte Prinzip wurde ab den 1950er Jahren vom japanischen Automobilkonzern Toyota entwickelt. Weniger bekannt sind die eingewobenen transnationalen Verflechtungen: Einerseits orientierte sich die Kanban-Methode am Vorbild US-amerikanischer Supermärkte; andererseits eignete sich die fordistische Automobilindustrie in Nordamerika und Europa ab den 1970er Jahren Elemente des Toyotismus an.

Es sind solche verborgenen Beziehungen, die das Buch der Züricher Wirtschafts-, Technik- und Wissenshistorikerin Monika Dommann zu einer erhellenden Lektüre machen. Ihre Geschichte der Logistik folgt den Materialflüssen sowie Wissens- und Technologietransfers in den Globalisierungsschüben seit Mitte des 19. Jahrhunderts. Doch anders als das neoliberale Globalisierungsnarrativ, das der Leitmetapher des permanenten Zirkulierens der Waren um den Globus folgt, rückt das Buch die Orte des Stillstands in den Fokus: Warendepots, Verteilerzentren, Palettenlager und so fort. Es sind gerade diese Orte des kontrollierten Stillstands, die Kontrolle über den translokalen, -regionalen, -nationalen und -kontinentalen Warenfluss ermöglichen. Dass diese Kontrolle immer wieder an Grenzen stösst, bisweilen sogar im Chaos des Zuviels oder Zuwenigs verlorengeht – wie die einwöchige Blockade des Suezkanals durch den Containerfrachter Ever Given 2021 vor Augen führte –, verdeutlicht die Fragilität einer auf globalen Lieferketten basierenden Produktions- und Konsumweise. So wirkt das Buch als heilsames Gegengewicht zum «methodologischen Globalismus», den Teile der Globalgeschichtsschreibung in Abkehr vom «methodologischen Nationalismus» reflexartig übernommen haben.

Das Buch umfasst vier längsschnittartige Hauptkapitel, die zunächst für sich stehen und, so die Autorin, in beliebiger Reihenfolge lesbar sind: das Warenlager, die Europalette, die Verpackung und das JIT-Prinzip. Das erste Kapitel skizziert Entwicklungslinien von Lagerhäusern in den Zentren der Industriestädte über Getreideelevatoren als kapitalistischen Leitsymbolen bis zu automatisierten Hochregallagern auf dem flachen Land. Sie sind Knoten soziotechnischer Netze, die neben Materiellem und auch Ideelles wie Rechtsnormen, Architekturdiskurse oder Wirtschaftslehren umfassten. Das zweite Kapitel folgt der Palettierung als Material-, Interaktions- und Wissenszusammenhang von der Kriegslogistik der US Army bis zu den von Eisenbahngesellschaften vorangetriebenen Anläufen zur (inter- und supra-)nationalen Standardisierung. Daraus entstand 1961 die «Europalette» im Format von 80 mal 120 Zentimetern, zusammengehalten von 78 Nägeln, an der sich das Logistiksystem neu ausrichtete. Die Palette schuf die Plattform für Produktivitätssteigerungen in der Systemkonkurrenz zwischen westlicher Markt- und östlicher Plan-

wirtschaft. Doch neben diesem geplanten Effekt zeitigte die Palettierung auch chaotische Effekte wie wachsenden Reparaturaufwand oder Palettenschwund.

Das dritte Kapitel widmet sich den Transportverpackungen und Begleitpapieren, den Speditionsunternehmen und der zunehmenden Normierung der Logistik. Dabei ging es einmal mehr um die Optimierung des Materialflusses, etwa durch rasch, eindeutig und auch von Analphabeten dechiffrierbare Markierungszeichen. Das vierte Kapitel beleuchtet das anfangs beschriebene JIT-Prinzip, das sich aus transkontinentalen Interaktionen zwischen US-amerikanischem Fordismus, japanischem Toyotismus und europäischen Hybridisierungen speiste, und dessen Vorläufer: Inventar, Buchführung und Scientific Management. Die klassischen Kanban-Karten wurden zwar durch Digitalisierung teilweise ersetzt, erfuhren aber in Post-it-Zetteln eine analoge Wiedergeburt. Die vorwiegend an Schauplätze in der Schweiz und anderen westlichen Industrieländern geknüpfte Darstellung stützt sich neben Fachliteratur und publizierten Quellen auch auf Text-, Bild- und Filmdokumente aus überwiegend schweizerischen Archiven.

Das Buch eröffnet vorbildhaft eine «mehr-als-menschliche» Perspektive auf die Geschichte der Logistik, indem sie wirkmächtigen Dingen wie Frachtbriefen, Paletten oder Verpackungen mit DIN-Nummern auf ihren Wegen entlang der Lieferketten folgt. Den Forschungsansatz charakterisiert die Autorin in der Einleitung als «Follow-the-Movement-Heuristik, die zu rekonstruieren versucht, welche anonymen Dinge, Wissensformationen und medialen Operationen der Logistik der Gegenwart zugrunde liegen und welche politischen und ökonomischen Konstellationen auf die Bewegung und den Stillstand einwirken» (S. 30). Die Strategie, wirkmächtigen Dingen durch Zeit und Raum zu folgen, vermag überraschende Verflechtungen aufzudecken. So überbrückte die «Europalette» nach dem Beitritt der DDR zum Europäischen Palettenpool 1964 sogar die Ost-West-Trennung durch den «Eisernen Vorhang». Auf diese Weise wird die erst im Schlussteil erwähnte Akteur-Netzwerk-Theorie in den empirisch angelegten Kapiteln subtil, aber umso überzeugender umgesetzt.

Ob die berechtigte Abneigung der Autorin gegenüber einer linearen Entwicklungsgeschichte zwingend deren Auflösung in zwar verwobene, aber doch selbständige Parallelgeschichten erfordert? Als Alternative liesse sich die Geschichte der Logistik konsequenter als im vorliegenden Buch als Geschichte des Kapitalismus erzählen. Stillstehende und bewegte Materialflüsse wären dann nicht bloss ein eigener Gegenstand, sondern auch eine Perspektive auf einen umfassenderen Gegenstand. Dabei müssten kapitalistische Arbeits- und Naturverhältnisse und deren auf Gesellschaft und Umwelt ausgelagerte Kosten, vor allem im Globalen Süden, stärker zur Geltung kommen. Trotz alledem liefert Monika Dommann eine klug komponierte und flüssig geschriebene Geschichte, die nicht nur reichen Erkenntnisgewinn, sondern auch grosses Lesevergnügen bereitet.

Ernst Langthaler, Linz